

POMME DE TERRE
Prévision
de production
de plus de 877 000
quintaux à Aflou

P 16

DESSALEMENT D'EAU DE MER

Le grand chantier des transferts d'eau

L'Algérie poursuit le déploiement de son programme de dessalement d'eau de mer en s'attaquant désormais au raccordement des wilayas de l'intérieur. Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a donné, hier à Alger, des instructions fermes pour accélérer la réalisation des projets de raccordement et de transfert et permettre leur mise en service dans les meilleurs délais. P 3



LE CNESE A ORGANISÉ
 UNE RENCONTRE À ALGER
La généralisation des
moyens de e-paiement
en débat

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a organisé, hier à Alger, une rencontre-débat de haut niveau consacrée à la généralisation des moyens de paiement modernes en Algérie, avec pour objectif d'approfondir la réflexion sur les conditions nécessaires à une adoption plus large et régulière des solutions de paiement électronique.

P 2

FORTE DE PLUS
DE 112 000 KM DE ROUTES
L'Algérie en tête
des réseaux routiers
du Maghreb

Avec un réseau routier de 112 696 kilomètres, l'Algérie occupe la première place au Maghreb et le deuxième rang dans le monde arabe, selon les données 2026 de Global Firepower. Cette infrastructure constitue un atout logistique important pour le pays, alors que les pouvoirs publics poursuivent leurs efforts pour moderniser les axes existants, améliorer la circulation des marchandises et renforcer les liaisons entre les pôles de production et les infrastructures portuaires.

P 5

PROJET D'EXTENSION
DU PORT DE DJEN DJEN
Le ministre Djellaoui
exige des solutions
techniques fiables

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a insisté, hier à Alger, sur la nécessité de poursuivre et de finaliser les études techniques et scientifiques relatives au projet d'extension du port de Djen Djen, soulignant l'importance de garantir la précision des résultats et la fiabilité des solutions proposées avant de passer aux étapes ultérieures de réalisation.

P 5

LE DG DE SAIDAL RÉUNIT LES ÉQUIPES
 DE LA DIRECTION CENTRALE MARKETING
 ET VENTE

Accélérer
la performance commerciale
du Groupe P 2

HYDROCARBURES

Le qatari PIH veut élargir
ses investissements
en Algérie P 3

BATNA

Mise en service
de 58 forages profonds
depuis début 2026 P 6



LE DG DE SAIDAL RÉUNIT
LES ÉQUIPES DE LA
DIRECTION CENTRALE
MARKETING ET VENTE

Accélérer la
performance
commerciale du
Groupe

Le directeur général du Groupe SAIDAL, Younes Bouarara, a appelé hier à accélérer la performance commerciale du groupe pharmaceutique public et à renforcer la mobilisation de ses équipes, afin d'accompagner les projets stratégiques engagés et de consolider sa position sur le marché national. S'exprimant lors de la Réunion de reprise 2026 de la Direction centrale Marketing et Vente (DCMV), tenue en présence des cadres dirigeants du Groupe, M. Bouarara a rappelé les principales orientations devant guider l'action de SAIDAL au cours de cette nouvelle étape, en mettant particulièrement l'accent sur l'efficacité commerciale et la capacité du Groupe à répondre aux évolutions du marché.

Pour le directeur général, le renforcement de la performance commerciale constitue un levier essentiel pour accompagner la dynamique de développement de SAIDAL et assurer la concrétisation de ses ambitions stratégiques. Cette orientation implique, notamment, une mobilisation accrue des équipes, une meilleure coordination entre les différentes structures et une attention particulière portée aux besoins du marché.

La réunion de reprise a ainsi été l'occasion de réaffirmer la nécessité de placer la performance, l'amélioration continue et l'engagement collectif au cœur de l'action de la Direction centrale Marketing et Vente. Dans cette perspective, les orientations présentées visent à renforcer l'efficacité de l'action commerciale, à développer davantage l'offre du Groupe et à améliorer sa présence sur le marché, en s'appuyant sur les compétences et l'expérience de ses équipes.

Le développement de la gamme ville figure également parmi les axes prioritaires mis en avant lors de cette rencontre. Il s'agit pour SAIDAL de poursuivre la valorisation de son portefeuille de produits et de renforcer sa présence auprès des différents segments du marché pharmaceutique.

Les orientations du directeur général interviennent dans un contexte où SAIDAL poursuit sa transformation et cherche à renforcer son rôle dans le développement de l'industrie pharmaceutique nationale. L'accélération de la performance commerciale, le développement de l'offre, le renforcement de la présence sur le marché et la mobilisation des ressources humaines constituent ainsi des axes complémentaires d'une même stratégie visant à accompagner les ambitions du Groupe. La Réunion de reprise 2026 s'est ainsi voulue comme un moment de mobilisation autour d'objectifs communs et d'une feuille de route axée sur l'action et les résultats.

Z R.

LE CNESE A ORGANISÉ UNE RENCONTRE À ALGER

La généralisation des moyens de e-paiement en débat

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a organisé, hier à Alger, une rencontre-débat de haut niveau consacrée à la généralisation des moyens de paiement modernes en Algérie, avec pour objectif d'approfondir la réflexion sur les conditions nécessaires à une adoption plus large et régulière des solutions de paiement électronique.

Synthèse Z R.

Organisée au siège de l'Ecole nationale d'administration, cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à accompagner les transformations économiques et à consolider les bases de l'économie numérique.

Dans son allocution d'ouverture, le président du CNESE, le professeur le Professeur Mohamed BOUKHARI, a souligné le rôle « stratégique » des moyens de paiement dans le fonctionnement et la dynamique des économies, notamment en Algérie.

Les moyens de paiement constituent, selon lui, « une pierre angulaire » pour assurer la fluidité des échanges, faciliter et accélérer les transactions, tout en renforçant leur sécurité et leur transparence. Ils contribuent également à une meilleure intégration de l'économie nationale dans l'économie mondiale et dans les chaînes de valeur internationales. M. Boukhari a relevé les avancées enregistrées

par l'Algérie au cours des dernières années dans le développement des infrastructures liées aux paiements, la modernisation du cadre juridique et l'élargissement du recours aux moyens de paiement électroniques et au paiement mobile. Cette dynamique s'est également traduite, a-t-il indiqué, par une diversification des solutions et services proposés aux citoyens et aux opérateurs économiques. Pour le président du CNESE, ces évolutions s'inscrivent dans une démarche globale engagée par l'Algérie pour moderniser son économie, accélérer sa transformation numérique et améliorer les services destinés aux citoyens et aux acteurs économiques.

Les participants ont notamment été appelés à examiner les différents facteurs qui influencent l'utilisation des moyens de paiement modernes, à travers une approche intégrant les dimensions technologique, économique, comportementale, réglementaire et institutionnelle. Les débats ont ainsi porté sur les conditions réglementaires, techniques et incitatives

à mettre en place pour favoriser une utilisation effective et régulière des différents moyens de paiement, aussi bien par les citoyens que par les opérateurs économiques. Le CNESE a également mis en avant les mesures gouvernementales et financières destinées à encourager l'utilisation des paiements électroniques, notamment les dispositifs incitatifs liés à la prise en charge, par les banques et Algérie Poste, entre autres, des commissions appliquées aux transactions électroniques et aux opérations effectuées via les terminaux de paiement électronique (TPE) et les applications de paiement direct. Pour le président du CNESE, cette rencontre constitue une plateforme de concertation permettant de croiser les expertises et les expériences des différents acteurs concernés. L'objectif est de faire émerger des pistes de réflexion et d'action permettant d'accompagner les transformations futures du système de paiement en Algérie et d'accélérer la diffusion des solutions modernes.

ALGÉRIE-BÉLARUS

Vers de nouveaux partenariats économiques et industriels

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur de la République de Biélorussie auprès de l'Algérie, Evgueni Sobolevski, et une délégation d'hommes d'affaires biélorusses, avec lesquels il a examiné les moyens de renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays et d'ouvrir de nouvelles perspectives

de partenariat, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a été l'occasion de passer en revue l'état des relations économiques bilatérales et d'examiner les moyens d'accroître et de diversifier les échanges commerciaux, en tirant parti des potentialités qu'offrent les marchés algérien et biélorusse, particulièrement dans les secteurs à valeur ajoutée, précise le communiqué.

Les deux parties ont, dans ce cadre, souligné l'importance de l'intensification des contacts directs entre les entreprises et les opérateurs économiques, afin d'établir des partenariats productifs et durables, permettant de passer des échanges commerciaux à des projets industriels et d'investissement communs, au service des intérêts des deux pays.

A cette occasion, le ministre a mis

l'accent sur la nécessité de renforcer la présence des produits algériens sur les marchés extérieurs, en explorant de nouvelles opportunités d'exportation vers le marché biélorusse et en tirant profit des expertises et des potentialités qu'offrent les entreprises biélorusses dans nombre de domaines, conclut la même source.

R E.

CHALLENGE NATIONAL "PROTOMARKET"

Validation de près de 85 % des projets soumis dans les universités de l'Ouest

Les projets déposés via la plateforme numérique du Challenge national "ProtoMarket", dans sa 2e édition pour l'année 2026, ont enregistré un taux d'acceptation de près de 85 % au niveau des établissements universitaires de l'Ouest du pays, a-t-on appris, mardi, du coordinateur régional Ouest de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et de l'entrepreneuriat universitaire, Djillali Laâgab.

Au total, 447 projets émanant de 33 établissements universitaires de la région Ouest ont été réceptionnés.

Ils ont été soumis à l'évaluation d'un comité composé de 9 experts membres de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et de l'entrepreneuriat universitaire, a indiqué le responsable, soulignant qu'à l'issue du processus d'expertise et d'évaluation,

près de 85 % d'entre eux ont été retenus. Ces projets ont fait l'objet d'un examen approfondi lors de la réunion de la commission régionale (Ouest), qui s'est tenue du 12 au 14 septembre au siège de la Conférence régionale des universités de l'Ouest (CRUO), sous la supervision du Pr Ahmed Chaalal, président de ladite Conférence et directeur de l'Université d'Oran 2.

Les projets présentés couvrent divers domaines, notamment la sécurité sanitaire, alimentaire, hydrique, énergétique et cybersécurité, ainsi que des projets industriels et de services. Plus de 50 % de ces projets étant des applications et plateformes numériques, a précisé la même source.

A l'issue de cette phase d'évaluation, les projets ont été transmis à la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et de

l'entrepreneuriat universitaire pour l'expertise finale et l'arbitrage définitif.

Les projets qui recevront l'approbation finale de la Commission nationale bénéficieront d'un financement du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, allant de 1 à 2 millions de dinars, selon la nature et les besoins de chaque projet, a ajouté M. Laâgab.

Le Challenge national "ProtoMarket" est une initiative nationale lancée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à financer et accompagner les étudiants et chercheurs universitaires pour transformer leurs idées et prototypes en produits finis commercialisables et industrialisables, ainsi qu'à créer des start-up pour soutenir l'économie nationale.

APS

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DESSALEMENT D’EAU DE MER

Le grand chantier des transferts d’eau

L’Algérie poursuit le déploiement de son programme de dessalement d’eau de mer en s’attaquant désormais au raccordement des wilayas de l’intérieur. Le ministre de l’Hydraulique, Lounès Bouzegza, a donné, hier à Alger, des instructions fermes pour accélérer la réalisation des projets de raccordement et de transfert et permettre leur mise en service dans les meilleurs délais.

Par Zahir R.

Ces projets portent sur la mise en place d’un système intégré de conduites de transfert et de raccordement en aval, permettant d’acheminer l’eau dessalée vers les wilayas de l’intérieur sur des distances pouvant atteindre 250 km. Cette démarche s’inscrit dans le cadre de la politique de l’État visant à renforcer la sécurité hydrique et à assurer une répartition équilibrée des ressources en eau. Présidant une réunion de travail consacrée au suivi de ces projets, le ministre a insisté sur « la nécessité d’accélérer la cadence de réalisation et de respecter strictement les délais contractuels fixés ». Il a également demandé d’engager les travaux de la première tranche des nouveaux projets et de poursuivre les procédures administratives relatives aux tranches restantes. À travers ces infrastructures, l’État cherche à optimiser la répartition territoriale de la ressource hydrique, en valorisant les capacités de production des grandes stations de dessalement et en les intégrant dans un réseau de transfert capable d’alimenter les régions de l’intérieur. Trois nouveaux projets sont actuellement en phase de lancement. Le premier concerne le raccordement de la station de dessalement de Tlemcen, d’une capacité de 300.000 m³/jour, à un réseau de 727 km devant desservir Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda et Naâma. À Chlef, un réseau de 435 km permettra d’acheminer la production de la station de dessalement, égale-

ment d’une capacité de 300.000 m³/jour, vers Chlef, Aïn Defla, Médéa et Tissemsilt. Le projet de Mostaganem prévoit, pour sa part, un réseau de 317 km destiné à renforcer l’approvisionnement de Mostaganem, Relizane, Tiaret et Tissemsilt. Ces projets traduisent ainsi le passage d’une logique centrée uniquement sur la production d’eau dessalée à une approche intégrée combinant production, transfert et distribution, avec pour objectif d’améliorer l’efficacité des investissements engagés dans le secteur. Le ministre a, dans ce cadre, appelé les différents intervenants à renforcer la coordination sur le terrain et à veiller au respect du calendrier fixé. Pour Lounès Bouzegza, la priorité est désormais de réduire les délais entre la réalisation des infrastructures et leur mise en service effective. Plusieurs projets sont déjà entrés dans cette phase. Le raccordement de la station de dessalement de Fouka 2 à Blida est achevé et mis en service, contribuant à améliorer sensiblement l’alimentation en eau potable de la wilaya. À l’Est, le projet de raccordement de la station de Koudiat Draouch à El Tarf connaît également une avancée importante. Une grande partie des installations a été achevée et mise en service au profit d’El Tarf et d’Annaba. Les opérations de rinçage et de désinfection des conduites se poursuivent, avant la mise en service progressive du tronçon destiné à Guelma. À Boumerdès, les travaux de raccordement du système de Koudiat Acerdoune à la station de dessalement de Cap Djinet 2 ont

été lancés. Le projet doit contribuer à sécuriser l’alimentation en eau potable de Bouira, Tizi Ouzou, M’Sila et Médéa.

Une logique d’investissement à long terme

Le même effort est engagé à partir de la station de dessalement de Tighremt, à Béjaïa, où une grande partie du projet a déjà été achevée et mise en service. Les travaux restants portent notamment sur le renforcement de l’approvisionnement de certaines zones de Sétif, Bouira et Bordj Bou Arréridj. À cette dynamique s’ajoute le projet de station de dessalement de Tamda Ouguemoun à Iflissen, dans la wilaya de Tizi Ouzou. D’une capacité de 60.000 m³/jour, cette infrastructure doit sécuriser l’approvisionnement de 11 communes de la façade nord de la wilaya. À travers ces différents projets, le secteur de l’hydraulique consolide ainsi un maillage stratégique des infrastructures hydriques, destiné à renforcer la sécurité hydrique et à améliorer la qualité et la continuité du service public. Le ministre a souligné la nécessité de poursuivre les efforts et de renforcer la coordination sur le terrain entre les différents intervenants, tout en veillant au strict respect du calendrier établi, de manière à assurer la concrétisation de ces projets dans les délais impartis et à atteindre les objectifs nationaux visant à renforcer la sécurité hydrique et à améliorer la qualité du service public d’alimentation en eau potable.

RACCORDEMENT DE LA STATION DE DESSALEMENT DE SIDI LADJEL AU SYSTÈME «MAO» Mostaganem bénéficie d’un investissement de 55 milliards de DA

La wilaya de Mostaganem a bénéficié d’un nouvel investissement public d’une valeur de 55 milliards de DA destiné au raccordement de la station de dessalement d’eau de mer de Sidi Ladjel, actuellement en cours de réalisation, au système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), a indiqué, mardi, un communiqué de la cellule de communication du cabinet du wali. Le communiqué précise que cette opération s’inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité hydrique et à concrétiser les projets

à caractère stratégique. Dans ce contexte, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a récemment présidé une réunion consacrée à l’examen et au choix des assiettes foncières destinées à accueillir les différentes infrastructures associées au projet, notamment les conduites d’adduction, les stations de pompage et les réservoirs de grande capacité de stockage. Le projet prévoit la réalisation d’un système hydraulique intégré comprenant une conduite d’adduction sur une distance de 110 km, trois stations de pompage dont deux dotées d’une capacité atteignant

300.000 mètres cubes par jour, ainsi que trois réservoirs d’une capacité globale estimée à 130.000 mètres cubes. Ce système intègre également deux dispositifs de protection des installations, outre des équipements de télégestion et de télésurveillance assurant le suivi permanent des différentes composantes de l’infrastructure. Au cours de cette réunion, le chef de l’exécutif local a insisté sur l’impératif de renforcer la coordination entre les différents intervenants et d’accélérer les démarches techniques et foncières liées au projet, tout en veillant

au choix d’assiettes foncières adaptées et à la réunion de l’ensemble des conditions nécessaires à la concrétisation des ouvrages de raccordement. Il a été procédé également, lors de cette rencontre, à la fixation des sites destinés à l’implantation des bases de vie des entreprises publiques chargées des travaux, de manière à réunir les conditions idoines pour le lancement des chantiers et à garantir le suivi sur le terrain des différentes étapes d’exécution, ajoute la même source. R E.

HYDROCARBURES Le qatari PIH veut élargir ses investissements en Algérie

Par S. R.

Le ministre d’Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu hier à Alger le président-directeur général du groupe qatari Power International Holding (PIH), Ramiz Al Khayyat, avec lequel il a examiné les perspectives de renforcement de la coopération et du partenariat avec Sonatrach, notamment dans les activités pétrolières et gazières. La rencontre, tenue au siège du ministère en présence de l’ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdelaziz Ali Al-Naama, et d’une délégation de haut niveau du groupe et de sa filiale UCC Holding, active dans le secteur pétrolier et gazier, a porté sur plusieurs domaines de coopération, notamment l’amont et l’aval pétroliers et gaziers, le transport, le raffinage et la pétrochimie. Les deux parties ont également examiné les opportunités de coopération commerciale, particulièrement dans le domaine du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et des produits pétroliers. A cette occasion, M. Arkab a présenté les principaux axes du programme de développement du secteur des hydrocarbures en Algérie, mettant en avant les avantages et facilités accordés aux investisseurs dans le cadre de la loi sur les hydrocarbures. Le ministre d’Etat a, dans ce contexte, invité le groupe qatari et ses filiales à participer activement à la prochaine édition de l’Algerian Bid Round 2026, portant sur le développement des gisements et des blocs d’exploration disponibles. De son côté, M. Al Khayyat a exprimé l’intérêt de son groupe à renforcer sa présence en Algérie et à élargir ses investissements, notamment à travers la réalisation, avec Sonatrach, de projets à forte valeur ajoutée dans le secteur des hydrocarbures. Il a également salué la qualité des relations bilatérales entre l’Algérie et le Qatar ainsi que l’environnement d’investissement favorable offert en Algérie. A l’issue de cette rencontre, les deux parties sont convenues de poursuivre les discussions techniques et la coordination directe avec Sonatrach, en vue d’examiner les mécanismes permettant de concrétiser les projets de partenariat dans les meilleurs délais. R E.

TAMANRASSET

Lancement de la réalisation d’une centrale électrique de 136 mégawatts

La réalisation d’une nouvelle centrale électrique d’une capacité de 136 mégawatts (MW) a été lancée dans la région de Tit (wilaya de Tamanrasset), a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. L’opération est intervenue à l’occasion d’une visite de travail effectuée lundi par le président-directeur général de la Société nationale de l’électricité et du gaz chargée de la production de l’électricité (SPE), Khaled Nouasri, le président-directeur général de la Société nationale de l’électricité et du gaz chargée du transport

de l’électricité, Omar Amtout, ainsi que les autorités locales. Le projet s’inscrit dans le cadre du renforcement et de l’amélioration de la qualité du réseau électrique dans la wilaya, à travers notamment l’augmentation des capacités de production et de transport, afin de répondre à la demande croissante induite par l’essor démographique et économique de la région. La délégation a inspecté, par la même occasion, le projet de réalisation d’une ligne de transport d’électricité de 60 kilovolts (kV), dont le taux d’avancement des travaux a atteint les 90 %, sa mise en

service étant prévue prochainement. Cette ligne est raccordée à la centrale électrique de 160 MW, située dans la zone de Tadessi. Cette centrale est à près de 80 % de réalisation et sera raccordée à quatre transformateurs 30/60 kV, ce qui permettra de renforcer l’alimentation en électricité des régions de Tamanrasset, Abalessa et In-M’guel. Une fois mises en exploitation, ces infrastructures énergétiques contribueront à l’amélioration de la stabilité du réseau et généreront des capacités supplémentaires pour répondre aux besoins des diffé-

rentes activités économiques et de développement dans la wilaya. La visite a également donné lieu à une inspection de différents projets de production et de transport d’électricité actuellement en cours de réalisation dans la région, et a été l’occasion d’insister sur le respect des délais de leur livraison. Ces projets s’inscrivent dans le cadre des efforts de renforcement des infrastructures énergétiques de la wilaya de Tamanrasset et d’amélioration de qualité du service public de l’électricité. APS

MINÉRAUX CRITIQUES

Nécessité de sortir les pays en développement du rôle d’exportateurs de matières premières

Les pays en développement qui extraient les minéraux critiques risquent de rester cantonnés à l'exportation de matières premières, sans bénéficier pleinement de la richesse créée par leur transformation, selon un rapport présenté lundi au Conseil des droits de l'homme.

Pour la présidente du Mécanisme d'experts sur le droit au développement, Juana Maria Ibanez Rivas, il faut dépasser ce modèle qui entretient cette dépendance.

"Cela nécessite également de passer d'un transfert de technologie à sens unique à un véritable co-développement, favorisant la création de valeur ajoutée au niveau national plutôt que de perpétuer la dépendance vis-à-vis de la fabrication et de l'innovation externes", a expliqué l'experte devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève.

Le rapport appelle ainsi à investir dans le raffinage, les technologies et les capacités locales, afin que les régions riches en ressources minérales puissent transformer davantage sur place et progresser dans la chaîne de valeur minière.

Cette ambition prend d'autant plus de relief que ces minéraux critiques (Lithium, cobalt, cuivre, nickel) sont devenus des pièces maîtresses de la transformation de l'économie mondiale. Batteries, réseaux électriques, éoliennes et panneaux photovoltaïques en dépendent, faisant des gisements de ces minéraux un enjeu industriel autant que géopolitique.

Selon le Groupe d'experts de l'ONU sur les minéraux essentiels à la transition énergétique, la demande en minéraux critiques devrait presque tripler d'ici 2030, à mesure que le monde passe des combustibles fossiles aux énergies renouvelables afin de ramener les émissions mondiales de dioxyde de carbone à zéro net d'ici 2050.

Pour les pays en développement qui en disposent, cette nouvelle demande pourrait normalement constituer un levier de croissance.

Mais, le déséquilibre est particulièrement marqué en Afrique. Le continent abrite plus d'un cinquième des réserves mondiales de métaux indispensables à la transition énergétique, mais une grande partie des technologies vertes qui en dépendent est produite ailleurs.

R E.

NUMÉRISATION

Le CRA lance sa nouvelle plateforme nationale

Le Croissant Rouge algérien (CRA) a annoncé, hier dans un communiqué, le lancement de sa plateforme numérique nationale, qui se veut un espace unifié regroupant les différents domaines de son action humanitaire, de secours et de formation, et favorisant le recours à la numérisation au service du citoyen et de l'action bénévole.

"Dans le cadre de la poursuite des efforts visant à développer le système de l'action humanitaire et à numériser ses services, et en vue de renforcer sa présence aux côtés du citoyen et de faciliter l'accès à ses services et à ses différentes activités, le CRA annonce le lancement de sa plateforme numérique nationale, accessible

via le lien <https://pf.cra.dz>, en tant qu'espace numérique unifié regroupant les différents domaines de son action humanitaire, de secours et de formation, et favorisant le recours à la numérisation au service du citoyen et du bénévole", lit-on dans le communiqué.

La plateforme comprend un ensemble d'espaces et de services numériques, notamment "l'espace des bénévoles, réservé à l'inscription et à l'adhésion au CRA, à la participation à ses différentes activités et à l'accès aux programmes et sessions de formation, la carte du bénéficiaire, un service destiné aux familles éligibles à l'inscription et pouvant bénéficier des aides et services fournis, ainsi que le don

de sang, permettant de s'inscrire en tant que donneurs et de contribuer aux campagnes de don, les activités et manifestations permettant de prendre connaissance des différentes activités du CRA, outre les rapports et les bilans, ainsi que la documentation des opérations et programmes réalisés et de leurs résultats".

"Il est possible, via l'application Google Maps, de localiser les bureaux du CRA au niveau des wilayas et des communes à travers l'ensemble du territoire national, et de consulter les numéros de téléphone et les coordonnées des responsables et des encadreurs, ce qui facilite l'accès au bureau le plus proche et la prise de contact avec les services du CRA". R E.

TRAVAUX PUBLICS

Réunion de coordination sur la formation professionnelle dans le secteur

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaloui, a coprésidé avec la ministre de la Formation et de l'Enseignement profession-

nels, Nacima Arhab, une réunion de coordination consacrée au suivi de la mise en œuvre des dispositions relatives à la formation, convenues entre les deux secteurs, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Cette réunion, tenue au siège du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, s'inscrit dans le prolongement de celle tenue en avril dernier, consacrée à l'accompagnement, par le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, des travaux de réalisation des projets stratégiques relevant du secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base, ainsi qu'au renforcement de la formation dans les spécialités requises par ces projets.

Cette rencontre, la deuxième du genre, s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la coordination pour l'identification des besoins en métiers et compétences liés aux grands projets structurants,

notamment la ligne minière Est reliant Annaba à Tébessa, la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset en passant par Laghouat, Ghardaïa, El-Meniaa, In Salah et Tamanrasset, ainsi que l'extension du port phosphatier d'Annaba, selon le communiqué.

Lors de cette rencontre, Mme Arhab a salué la contribution "efficace" du secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base à la définition de ses besoins en ressources humaines. Un état des données collectées relatives aux métiers, aux compétences et aux spécialités requis par les projets concernés a également été présenté à cette occasion, outre un exposé sur la contribution du secteur à la plateforme nationale consacrée à la révision des compétences économiques, actualisée sur la base des données fournies par le secteur.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Septembre 2026

Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ¹ DA / Kg دج / كلف					
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	103	115	90	البطاطا
	Tomate	90	107	72	الطماطم
	Oignon sec	74	83	64	البصل الجاف
	Ail sec	811	922	701	الثوم الجاف
	Carotte	132	147	118	الجزر
	Navet	166	183	149	اللفت
	Poivron	129	146	112	الفلفل الاخضر
	Piment	144	164	124	الفلفل الحار
	Courgette	157	174	140	الكوسة
	Haricot vert	239	268	210	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	169	186	151	الخس
	Pomme locale	405	515	295	التفاح المحلي
	Datte	504	370	382	التمر
	Raisin	289	561	207	العنب
	Melon	103	116	90	البطيخ الاصفر
Produits d'origine animale	Pastèque	82	93	71	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	2096	2241	1951	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	542	556	527	الدجاج
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	97	104	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigée	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	1,64	-5,19	7,35	7,54	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,18	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,13	7,56	7,64	20350	28 490 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2516,00	0,08	0,09	0,98	6,69	6,36	200	503 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2039,00	-0,49	-0,64	-7,18	8,45	8,58	1364	2 781 196,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,59	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	431,00	0,00	2,38	2,46	1,19	8,12	675	290 925,00

FORTE DE PLUS DE 112 000 KM DE ROUTES

L’Algérie en tête des réseaux routiers du Maghreb

Avec un réseau routier de 112 696 kilomètres, l'Algérie occupe la première place au Maghreb et le deuxième rang dans le monde arabe, selon les données 2026 de Global Firepower. Cette infrastructure constitue un atout logistique important pour le pays, alors que les pouvoirs publics poursuivent leurs efforts pour moderniser les axes existants, améliorer la circulation des marchandises et renforcer les liaisons entre les pôles de production et les infrastructures portuaires.

Par Selma R.

À l'échelle internationale, l'Algérie se classe au 47^e rang sur 145 pays, derrière la Mongolie, qui dispose de 113 200 kilomètres de routes, et devant la Finlande, avec 108 637 kilomètres. Les trois premières places reviennent aux États-Unis, avec 6,58 millions de kilomètres, à l'Inde, avec 6,37 millions, puis à la Chine, avec 5,2 millions. Dans le monde arabe, l'Algérie occupe la deuxième position, derrière l'Arabie saoudite, dont le réseau atteint 221 372 kilomètres, et devant le Yémen, avec 71 300 kilomètres. L'écart avec le Maroc est encore plus marqué, puisque le réseau algérien est estimé à près du double de celui du Royaume, évalué à 57 300 kilomètres dans cette même base de données. Ce réseau national comprend notamment 29 280 kilomètres de routes nationales ainsi que plus de 4 900 ouvrages d'art. Il s'articule également autour de grands axes autoroutiers, dont l'Autoroute Est-Ouest, longue de 1 216 kilomètres, qui constitue l'une des principales liaisons entre les régions de l'Est et de l'Ouest du pays. Cette performance doit néanmoins être re-

placée dans son contexte statistique. En effet, le chiffre de 112 696 kilomètres repris dans l'édition 2026 de Global Firepower repose sur des données antérieures, notamment celles disponibles en 2020, et ne reflète donc pas nécessairement l'ensemble des tronçons réalisés, modernisés ou reclassés au cours des dernières années. Par ailleurs, la superficie considérable de l'Algérie, dont une grande partie se situe dans le Sahara, pèse également sur la densité du réseau, estimée à environ 4,7 kilomètres pour 100 kilomètres carrés. Dès lors, l'enjeu actuel n'est plus seulement d'étendre le réseau, mais d'en améliorer la qualité et l'efficacité économique. C'est dans cette optique qu'en 2026, des programmes engagés dans plusieurs wilayas portent sur environ 253,4 kilomètres de travaux de renforcement, de bitumage et d'entretien. Ces opérations concernent aussi bien les grands axes nationaux que les routes de wilaya et les liaisons destinées à désenclaver certaines régions. La dimension continentale constitue un autre volet de cette stratégie. Le réseau routier algérien est en effet appelé à soutenir une progression des échanges commerciaux avec les

pays africains, notamment à partir des régions du Sud. Dans ce cadre, la Route transsaharienne, qui relie l'Algérie à la Tunisie, au Mali, au Niger, au Tchad et au Nigeria, constitue un axe majeur pour l'accès aux marchés du Sahel et du golfe de Guinée. Le développement de la liaison Tindouf-Zouerate renforce quant à lui l'ouverture vers la Mauritanie et l'Afrique de l'Ouest. Associée au projet de zone franche frontalière, cette infrastructure doit faciliter l'acheminement des produits algériens, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, des matériaux de construction et des équipements industriels. Le poids du réseau routier algérien représente donc un potentiel économique qui dépasse la seule mobilité nationale. L'objectif consiste désormais à transformer cette infrastructure en véritable outil logistique, capable de rapprocher les zones de production des ports et des marchés africains. Pour l'Algérie, l'enjeu est de faire de son avantage géographique et de l'étendue de son réseau un levier concret pour développer le commerce intérieur, réduire les coûts logistiques et accroître ses exportations vers le continent.

SPÉCIALISATION DES PORTS NATIONAUX

Le chantier pilote démarre à Mostaganem

Par Selma R.

La réorganisation du système portuaire algérien entre dans sa phase opérationnelle avec le lancement, à Mostaganem, de la première expérience de spécialisation des ports nationaux. Décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette orientation vise à mieux répartir les flux de marchandises entre les différentes infrastructures et à améliorer leur efficacité au service de l'économie. Le port de Mostaganem a ainsi été désigné pour prendre en charge exclusivement les opérations d'importation effectuées par les entreprises et compagnies publiques. Cette décision s'inscrit dans une démarche plus large de modernisation de l'environnement économique. En effet, lors d'une réunion consacrée au secteur de l'investissement et à l'activation du guichet unique, tenue le 9 septembre, le président de la République a ordonné la mise en service effective de ce dispositif avant la fin du mois, parallèlement à l'accélération de la numérisation des opérations d'investissement en coordination avec les services des Impôts, du Domaine national et des Douanes. La spécialisation des ports participe ainsi à une même logique de simplification des procédures, de fluidification des échanges et d'amélioration de la chaîne logistique. C'est dans ce cadre que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, s'est rendu au port de Mostaganem pour superviser la mise en service d'une plateforme de stockage des

conteneurs et des quais qui lui sont rattachés, présentant cette opération comme la première concrétisation de la décision présidentielle relative à la spécialisation des ports à l'échelle nationale. « Le port de Mostaganem constituera la première expérience dans ce domaine », a indiqué le ministre, soulignant que cette démarche doit permettre « d'améliorer l'organisation du mouvement des marchandises, de réduire la pression sur les ports et d'accroître leur efficacité et leurs performances ». Le choix de Mostaganem intervient alors que le port fait l'objet d'un important programme de modernisation. La plateforme de stockage des conteneurs mise en service dispose ainsi d'une capacité totale de 10 000 conteneurs et de 700 000 tonnes, pour un investissement estimé à 3,1 milliards de dinars. Cette première tranche comprend également l'aménagement et la réhabilitation des quais 6 et 7, qui permettent d'ajouter une capacité de stockage de 1 400 conteneurs et 300 000 tonnes. Une deuxième plateforme de 5 hectares a par ailleurs été lancée ; elle sera destinée notamment au traitement des remorques frigorifiques, aux opérations de contrôle, au stockage de matières sensibles ainsi qu'au stationnement des véhicules. D'autres aménagements sont en outre prévus afin d'augmenter encore les capacités de stockage, avec notamment un espace supplémentaire pouvant accueillir 700 conteneurs. Le programme prévoit également le renforcement du parc de matériels et d'équipements portuaires, une enveloppe de 8 milliards de dinars

étant consacrée à l'acquisition de chariots élévateurs, de distributeurs, d'équipements électromécaniques, d'un scanner de contrôle et d'autres matériels nécessaires à la manutention et au traitement des marchandises. Pour Saïd Sayoud, les résultats enregistrés à Mostaganem sont déjà « concrets ». Le ministre a ainsi salué les efforts des autorités locales, des Douanes, des services de sécurité et des différents organismes concernés, ainsi que la contribution des entreprises nationales et des bureaux d'études algériens à la réalisation des travaux. La montée en puissance du port reste toutefois conditionnée au renforcement de ses capacités nautiques. Les opérations de dragage des deux premiers bassins doivent permettre d'atteindre une profondeur de neuf mètres, mais ce niveau demeure insuffisant, selon le ministre, pour assurer une activité portuaire correspondant aux ambitions assignées à l'infrastructure. La réalisation d'un troisième bassin apparaît dès lors comme une priorité. L'étude du projet est avancée à plus de 50 % et doit être achevée afin de permettre l'inscription de l'opération, dont le coût prévisionnel initial est estimé à environ 25 milliards de dinars. « La réalisation d'un troisième bassin est devenue une nécessité urgente et impérieuse », a affirmé Saïd Sayoud. Le projet prévoit ainsi un nouveau quai et un bassin d'une profondeur pouvant atteindre 15 mètres, une configuration qui permettrait d'accueillir des navires d'une capacité de 60 000 tonnes, voire éventuellement 80 000 tonnes.

PROJET D’EXTENSION DU PORT DE DJEN DJEN

Le ministre Djellaoui exige des solutions techniques fiables

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a insisté, hier à Alger, sur la nécessité de poursuivre et de finaliser les études techniques et scientifiques relatives au projet d'extension du port de Djen Djen, soulignant l'importance de garantir la précision des résultats et la fiabilité des solutions proposées avant de passer aux étapes ultérieures de réalisation. M. Djellaoui s'exprimait lors d'une visite au Laboratoire d'études maritimes (LEM), à Hydra, consacrée au suivi des études et des essais scientifiques liés au projet d'extension du port de Djen Djen, en présence de responsables et de représentants des différents secteurs et organismes concernés. A cette occasion, le ministre a mis l'accent sur l'importance des travaux scientifiques réalisés au niveau du laboratoire, notamment les essais effectués sur des modèles physiques réduits en trois dimensions. Ces expérimentations permettent notamment d'évaluer la stabilité des ouvrages, les conditions de houle et d'agitation à l'intérieur du bassin ainsi que les conditions d'accostage des navires. Le ministre a appelé, dans ce cadre, à poursuivre les études avec la rigueur requise afin de s'assurer de l'efficacité et de l'adéquation des solutions techniques retenues pour le futur ouvrage portuaire. « La précision des résultats et la fiabilité des solutions proposées » constituent, selon M. Djellaoui, des éléments essentiels pour assurer la réalisation du projet stratégique dans les meilleures conditions techniques. Le ministre a également souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents secteurs, organismes et entreprises impliqués dans le projet, afin de consolider les efforts et d'optimiser les solutions techniques retenues. Des essais pour valider les choix techniques Au cours de sa visite, M. Djellaoui a pris connaissance des essais menés dans les salles d'expérimentation n° 1 et 2 du Laboratoire d'études maritimes. Ces essais portent notamment sur les ouvrages de protection, les conditions d'agitation du bassin et les conditions de stationnement des navires au niveau du futur port. Le ministre a, par ailleurs, mis en avant le rôle du Laboratoire d'études maritimes dans la réalisation des études et recherches techniques et scientifiques nécessaires aux grands projets d'infrastructures maritimes. Selon les responsables du secteur, le recours aux modèles physiques et aux essais expérimentaux permet de disposer de données supplémentaires pour évaluer les performances des infrastructures projetées et réduire les risques liés aux choix techniques. L'extension du port de Djen Djen s'inscrit dans la stratégie de développement et de modernisation du réseau portuaire national. Le projet doit contribuer au renforcement des capacités portuaires et à l'amélioration de la prise en charge des échanges commerciaux, particulièrement dans la région Est du pays. Le ministre a enfin réaffirmé la nécessité de poursuivre les études techniques et scientifiques avec le même niveau d'exigence, afin que le projet d'extension du port de Djen Djen soit réalisé « selon les normes techniques les plus élevées », tout en renforçant les capacités du port et son rôle dans le soutien au développement économique national.

Z R.

KHENCHELA
Lancement des travaux d’aménagement de 16 lotissements sociaux

Les travaux d’aménagement de 16 lotissements sociaux, situés dans plusieurs communes de la wilaya de Khencchela, ont été dernièrement lancés, a-t-on appris lundi auprès du directeur local de l’urbanisme, de l’architecture et de la construction. M. Kamel Alliouï a précisé à l’APS qu’il s’agit de lotissements sociaux situés dans les communes de Tamza, Ain Touila, El Mehmel, Ouled Rechach, R’mila, Chechar, El Oualdja et Bouhmama. L’enveloppe financière octroyée à ces projets des programmes centralisés et décentralisés du secteur est estimée à 1 milliards DA, a ajouté le même responsable soulignant que les délais contractuels de leur réalisation varient entre 2 et 13 mois conformément aux cahiers de charges. Les travaux d’aménagement de ces lotissements portent sur la réalisation et le revêtement des routes et le raccordement aux réseaux d’assainissement, d’eau potable et de gaz naturel, selon le même cadre. Des travaux sont en cours pour l’aménagement de 6 lotissements sociaux dans les communes d’Ain Touila, El Mehmel et Bouhmama avec des taux d’avancement variant entre 60 et 95 %, a indiqué le même responsable soulignant que leur réception est attendue avant fin 2026. M. Alliouï a affirmé que l’achèvement des travaux d’aménagement de ces lotissements sociaux encouragera les bénéficiaires des lots à terminer les travaux de construction.

APS

CNAS CONSTANTINE

Finalisation de la prise en charge des assurés sociaux et de leurs ayants droit sinistrés par les incendies

L'Agence de Constantine de la Caisse Nationale des Assurances Sociales des Travailleurs Salariés (CNAS) a finalisé la prise en charge de l'ensemble des dossiers enregistrés au niveau de ses services concernant les personnes assurées sociales et leurs ayants droit sinistrés par les incendies ayant récemment touché la wilaya, a-t-on appris lundi auprès du directeur de ladite agence.

M. Nassim Simoudi a précisé, lors d’une conférence de presse animée au siège de l’agence, que ses services ont mobilisé une "cellule spéciale" dédiée à la prise en charge optimale des assurés sociaux de la Caisse et de leurs ayants droit victimes des incendies, notamment ceux dont les cartes "Chifa" ont été endommagées, ainsi que les malades ayant perdu leurs médicaments, tout en affirmant qu’elle "demeure en état d’alerte permanente pour recevoir et traiter instantanément tout nouveau cas". Il a ajouté que l’ensemble des moyens humains et matériels ont été déployés afin d’accueillir cette catégorie de sinistrés, de les orienter et de traiter leurs dossiers – demandes de délivrance d’un duplicata de la carte Chifa, indemnisations – avec la plus grande célérité, et ce, en application des instructions de la Direction Générale de la Caisse. Dans le même sillage, le même responsable a

fait savoir que des instructions fermes ont été adressées aux pharmaciens conventionnés et aux centres de paiement à travers le territoire de la wilaya, aux fins d’un "traitement immédiat" des dossiers des assurés sociaux et de leurs ayants droit dont les cartes "Chifa" ont été détériorées, de manière à garantir la continuité de leur bénéfice des différentes prestations de la Caisse sans interruption. Une rubrique spécialement dédiée aux assurés sociaux et à leurs ayants droit sinistrés par les incendies a, par ailleurs, été activée sur le site officiel de la Caisse, leur permettant de déposer à distance leurs demandes d’obtention d’un nouveau duplicata de la carte "Chifa" et de remboursement, sans être contraints de se déplacer vers les structures de la Caisse, les concernés étant convoqués pour retirer leurs nouvelles cartes dans les plus brefs délais, en leur qualité de cas particuliers requérant une

prise en charge spécifique. L’intervenant a ajouté qu’une autorisation exceptionnelle a également été accordée pour la prise en charge "en urgence" des assurés sociaux et de leurs ayants droit sinistrés par les incendies dont l’état de santé nécessite la réalisation d’examens spécialisés, à l’instar de l’Imagerie par Résonance Magnétique. En conclusion, le directeur de l’Agence de Constantine de la Caisse Nationale des Assurances Sociales des Travailleurs Salariés a invité l’ensemble des assurés sociaux et de leurs ayants droit sinistrés par les incendies ne s’étant pas encore présentés aux services de l’agence, à s’en rapprocher ou à communiquer à distance via l’espace dédié sur le site officiel de la Caisse, afin de bénéficier des mesures de prise en charge exceptionnelles arrêtées à cet effet.

APS

BATNA

Mise en service de 58 forages profonds depuis début 2026

La wilaya de Batna a connu depuis début 2026 à ce jour la réception et la mise en service de 58 forages profonds à travers les différentes communes, a-t-on appris lundi auprès du directeur local de l’hydraulique. Dans une déclaration à l’APS, M. Nadji Bencheriat a précisé que ces forages de profondeur de 200 à 600 mètres s’inscrivent dans le cadre du programme tracé par la wilaya au début 2026 pour la réalisation de 122 puits au titre des divers pro-

grammes de développement (sectoriel, budget de wilaya, fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, programme de soutien au développement socio-économique des communes) pour une enveloppe financière totale de plus de 1,64 milliards DA (réalisation, équipement et raccordement à l’électricité). L’objectif de l’opération, objet de suivi des autorités locales, est de renforcer l’approvisionnement en eau potable notamment des locali-

tés enregistrant un déficit en cette ressource vitale, selon le même responsable qui a ajouté que les forages mis en service ont contribué à améliorer les programmes d’alimentation en eau de plusieurs communes à la grande satisfaction de leurs habitants. M. Bencheriat a rappelé que le mois de juillet passé avait connu à l’occasion du double anniversaire de la fête de l’indépendance et de la jeunesse (5 juillet) la mise en service de 41 nouveaux forages dans 25

communes au profit de plus de 150.000 habitants, qui avait constitué un grand défi pour le secteur. Il est prévu, selon le même responsable, la réception et la mise en service de 23 autres forages nouveaux avant la fin du mois de décembre prochain de sorte à porter le nombre des forages nouveaux mis en service dans la wilaya à 81 tandis que les 41 forages restants seront réceptionnés "avant la fin du premier semestre 2027 au plus tard".

APS

TÉBESSA

8 nouvelles spécialités pour renforcer l’offre de formation et d’enseignement professionnels

Les offres de formation proposées par les établissements de formation et d’enseignement professionnels de la wilaya de Tébessa pour la session d’octobre 2026 seront renforcées par huit nouvelles spécialités, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du secteur. Dans une déclaration à l’APS, la cheffe du service de formation de cette direction, Mounira Merah a précisé qu’il

s’agit des spécialités de "cybersécurité", "tourisme, marketing touristique", "fraisiculture", "agent d’hygiène et sécurité dans les chantiers du bâtiment", "recyclage des déchets organiques en fertilisants", "mécanique des engins de chantiers", "peinture bâtiment" et "manipulateur des stations de concassage". Selon la même cadre, ces spécialités sont adaptées aux exigences du marché de l’em-

ploi local en main d’œuvre qualifiée et suivent la dynamique de développement que connaît cette wilaya frontalière. Mme Merah a souligné que le secteur de la formation et de l’enseignement professionnels de la wilaya de Tébessa propose pour la prochaine rentrée un total de 4.898 postes pédagogiques répartis sur les divers établissements du secteur. Les responsables du secteur œuvrent actuel-

lement à apporter les dernières retouches au lancement de la seconde édition du programme Sanaâ ciblant les jeunes de 15 à 27 ans (élèves, étudiants et autres) et proposant des parcours de formation pratique dans nombre de spécialités pour renforcer la culture des métiers et du travail manuel et développer leur compétences professionnelles.

R E.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Introduction de six nouvelles spécialités en prévision de la session d’octobre à Nâama

La direction de la formation et de l’enseignement professionnels de la wilaya de Nâama a introduit six nouvelles spécialités en prévision de la session d’octobre 2026, dans le cadre des efforts visant à répondre aux besoins du marché du travail, a indiqué, lundi, la direction locale du secteur. Le chef du service du suivi de la formation et de l’enseignement professionnels à la direction, Benabdallah El Medjdoub, a indiqué que ces nouvelles spécialités concernent les cultures stratégiques, l’exploitation des systèmes d’alimentation en eau potable, l’assistance en médias informatisés, l’hôtellerie, option service des étages, la fabrication de produits céramiques et la sculpture sur pierre et marbre, ainsi que

l’horticulture ornementale. L’introduction de ces spécialités s’inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à adapter les offres de formation professionnelle aux besoins du marché du travail, permettant ainsi aux stagiaires de bénéficier de nouvelles opportunités d’acquisition de compétences techniques et professionnelles recherchées, en phase avec les évolutions rapides dans les différents domaines, a également indiqué le même responsable. Le secteur de la formation et de l’enseignement professionnels de la wilaya de Nâama a réservé 2.451 places de formation en prévision de la prochaine rentrée de formation. Elles se répartissent entre 375 places en formation résidentielle, 547 places en

formation par apprentissage, 764 places en formation qualifiante initiale, 605 places destinées aux bénéficiaires de l’allocation chômage, ainsi que 160 places pour les cours du soir. La campagne de sensibilisation et d’information relative à la prochaine rentrée de formation se poursuit dans les différentes communes de la wilaya. Lancée à la mi-juillet dernier, elle se poursuivra jusqu’à la rentrée officielle, à travers l’organisation d’activités de proximité visant à faire connaître les modalités d’inscription en ligne, ainsi que le déploiement de caravanes d’information sillonnant les villages et les zones reculées afin de faciliter les inscriptions, a ajouté M. Benabdallah. Afin de réunir les conditions appropriées à

la réussite de la prochaine rentrée de formation, une commission de wilaya, composée d’inspecteurs administratifs, financiers et pédagogiques, entamera dès la semaine prochaine des visites d’inspection pour évaluer le degré de préparation des 16 établissements de formation que compte la wilaya, notamment en matière d’infrastructures, d’équipements, de moyens techniques et pédagogiques, ainsi que de couverture numérique, afin de garantir le bon fonctionnement des services. La commission devra, selon la même source, transmettre un rapport sur les résultats de cette opération d’inspection à l’administration centrale via la plateforme électronique " Tafteech ".

APS

«L’art du deal» de Trump bute sur la résistance du Canada

Les exigences commerciales de Donald Trump face au Canada, qui auraient entraîné la disparition de secteurs entiers de l’économie productive, comme celui de l’automobile, étaient inacceptables pour Ottawa. L’échec des négociations ouvre la voie à une stratégie industrielle démocratique rejetant le libre-échange.

Fin août, le Premier ministre canadien, élu l’an dernier grâce à un sursaut anti-Trump, annonçait le rappel de son équipe de négociateurs à Washington. Une décision qui a surpris et apporté une bouffée d’air frais. Surprise, d’abord, parce que Carney semblait déterminé à arracher un accord et avait, à plusieurs reprises auparavant, accepté les conditions posées par Donald Trump dans l’espoir de débloquent les discussions, mais sans succès. Rafraîchissant et salubre ensuite, car le compromis envisagé aurait lourdement pénalisé les travailleurs canadiens, qui échappent ainsi à un texte jugé défavorable par de nombreux observateurs. La souveraineté économique ne constitue pas, en soi, un programme économique démocratique. Elle en demeure toutefois la condition préalable. Mais il convient de ne pas s’y méprendre : les intérêts du monde du travail et ceux du capital ne se confondent pas, et la position défendue par Carney, élu du parti libéral, ne saurait être assimilée à celle de la gauche. Les travailleurs canadiens ont certes à cœur la vitalité du tissu productif national, mais ils n’ont rien à gagner à nuire à leurs homologues américains dans cette guerre commerciale, un conflit dont, de toute manière, ils ne tirent aucun bénéfice. Les secteurs ciblés par l’administration Trump font vivre des millions de personnes. Leur effondrement aurait des répercussions dévastatrices pour les communautés des deux côtés de la frontière : affaiblissement des recettes fiscales indispensables aux services publics, et transfert du pouvoir de décision entre des mains extérieures au pays. La souveraineté économique ne constitue pas, en soi, un programme économique démocratique. Elle en demeure toutefois la condition préalable.

Un accord inacceptable

Le Premier ministre Carney, un banquier peu enclin au progressisme et qui n’apprécie guère les fonctionnaires, se trouve aujourd’hui confronté à un dilemme politique qui offre des perspectives intéressantes pour la gauche canadienne. Incapable, en raison de l’opinion publique et politique, de signer un mauvais accord avec Trump, mais confronté à une désindustrialisation imminente dans un certain nombre de secteurs, son gouvernement pourrait être contraint d’envisager des alternatives développementalistes au modèle de croissance axé sur le marché et de libre-échange qui façonne l’Amérique du Nord depuis la fin des années 1980. Alors, pourquoi cet accord était-il impossible à accepter ? Avant le retrait du Canada, des fuites dans les médias laissaient entrevoir un compromis prévoyant le maintien d’un droit de douane américain de 15 % sur les véhicules finis importés du Canada. Même si la valeur des pièces américaines aurait été déduite lors du calcul du droit de douane, un taux effectif de 7 à 9 %, selon le modèle de véhicule, aurait ajouté des milliards au coût de fabrication

des véhicules au Canada, créant ainsi une incitation permanente à fermer des usines. Ce scénario était inacceptable pour l’Unifor, le syndicat qui représente les travailleurs canadiens de l’automobile, ainsi que pour les premiers ministres de l’Ontario et du Québec. La proposition de Trump de ramener les droits de douane sur l’acier et l’aluminium de 50 % à 25 %, et de ne réduire ceux sur le bois d’œuvre que de 10 %, a également été rejetée par les premiers ministres de la Colombie-Britannique et du Manitoba. Dans l’ensemble, ces pressions semblent avoir contraint Carney à renoncer à accepter les « meilleures » conditions proposées par Trump, qui auraient également comporté davantage de concessions en matière de politique numérique et culturelle (dont les mesures québécoises et fédérales pour protéger et promouvoir la langue française, ndlr), similaires à celles que d’autres pays ont acceptées dans le cadre d’accords « réciproques » avec les États-Unis. Bien que 89 % des personnes interrogées dans le cadre de ce même sondage s’inquiètent des répercussions de la guerre commerciale en cours sur le coût des biens et des services, près des deux tiers des Canadiens interrogés estiment que « le Canada en sortira renforcé à long terme ». L’opinion publique soutient massivement cette rupture et souhaite que le Canada reste sur ses positions. Un sondage réalisé le 23 août a révélé que 76 % des personnes interrogées étaient favorables à la fin des négociations commerciales avec Trump. Bien que 89 % des personnes interrogées dans le cadre de ce même sondage s’inquiètent des répercussions de la guerre commerciale en cours sur le coût des biens et des services, près des deux tiers des Canadiens interrogés estiment que « le Canada en sortira renforcé à long terme ». Il est largement admis qu’un droit de douane de 15 % sur les véhicules automobiles signifierait la fin du secteur en l’espace du cycle de vie d’un produit. L’opinion publique canadienne a aussi largement intégré l’idée qu’un accord défavorable perpétuerait l’insécurité économique et serait soumis à des modifications et à des réinterprétations incessantes de la part de Washington.

Union nationale derrière un technocrate

Le Parti conservateur est en plein désarroi face à ces événements. Jason Kenney, ancien membre du gouvernement dirigé par Stephen Harper puis premier ministre de l’Alberta de 2019 à 2022, a laissé entendre cette semaine qu’au moins la moitié des électeurs conservateurs canadiens sont partisans modérés du mouvement MAGA et sont « enclins à croire que le Canada est davantage responsable de ce conflit que l’administration Trump ». Pourtant, même le chef du Parti conservateur, Pierre Poilievre, qui a pris la direction du parti grâce au soutien de ce groupe très bruyant mais peu représentatif, et le magnat des médias Conrad Black exhortent le Premier ministre à tenir bon. Le chroniqueur conservateur Andrew

Coyne a poussé la critique plus loin encore, estimant que le Canada n’aurait probablement jamais dû négocier avec cette administration. Dans une chronique publiée le 24 août, il écrit que le gouvernement Carney présentait la rupture des pourparlers comme la conséquence de modifications de dernière minute apportées à la position américaine. Or, selon lui, l’accord évoqué publiquement avant ce revirement était déjà, en soi, inacceptable. Pour Coyne, se retirer de la table des négociations constituait la partie la plus simple. Le véritable test, désormais, sera de tenir cette position dans la durée. Les commentateurs, qu’ils soient conservateurs ou libéraux, affirment que Trump ne veut pas d’accord ; il veut vassaliser le Canada. C’est une vision plus couramment défendue à gauche, mais qui trouve ses racines dans la posture anti-libre-échange du Parti libéral et de nombreux « Red Tories » des années 1980. Il ne s’agit pas d’anti-américanisme, mais de la résurgence d’un développementalisme national latent, c’est-à-dire une préférence pour la valorisation des ressources nationales et une stratégie industrielle démocratique profitant à toutes les régions de ce vaste pays.

Trump ne veut pas d’accord ; il veut vassaliser le Canada.

En revanche, les lobbys patronaux, les think tanks de droite et les grandes entreprises canadiennes restent obsédés par la sauvegarde de l’accord États-Unis-Mexique-Canada (qui a succédé à l’ALENA signé en 1994, ndlr) et proposent un nouveau « grand compromis » avec Trump, prévoyant des droits de préemption sur les minerais et les ressources énergétiques « stratégiques », une augmentation considérable des marchés publics militaires et l’adhésion à la « doctrine Donroe ». Paradoxalement, c’est ce que préfère le premier ministre de l’Ontario Doug Ford, mais il n’est pas prêt à en payer le prix en sacrifiant le secteur automobile de sa province. Les attaques très médiatisées de Ford contre Trump lui sont politiquement profitables, mais son objectif ultime est d’attirer les investissements américains vers des projets d’infrastructure minière et liés aux énergies fossiles, aussi louches que néfastes pour l’environnement. Carney a tendance à écouter presque que les lobbyistes du monde des affaires. Plusieurs PDG et gestionnaires financiers occupent des postes clés au sein de son gouvernement, ce qui rend son refus de la dernière offre de Trump d’autant plus surprenant. Les banques canadiennes, elles, ont accueilli l’échec des négociations avec une désinvolture certaine. Portées par la flambée des cours du pétrole et de l’or, ainsi que par des perspectives de croissance particulièrement favorables, elles n’ont guère de raisons de s’inquiéter dans l’immédiat. Un optimisme qui pourrait toutefois tourner en tragédie si la bulle américaine de l’intelligence artificielle venait à éclater. Mais pour l’heure, c’est l’euphorie qui domine dans le monde de la finance.

Une opportunité pour bâtir une stratégie industrielle démocratique

La gauche canadienne, qui s’est longtemps opposée au libre-échange et à un rapprochement avec les États-Unis, trouve désormais un terrain d’entente avec un large consensus multipartite selon lequel le Canada doit tourner la page sur les relations économiques que le pays a connues ces quarante dernières années : celles d’une intégration toujours plus poussée. Le gouvernement de Justin Trudeau avait dans un premier temps présenté l’intégration comme un atout, alors même qu’il tentait de négocier avec Trump pour obtenir un traitement de faveur. Lorsqu’il est apparu clairement que l’objectif de Trump était de plonger ses voisins du Nord et du Sud dans une misère économique, Trudeau a sagement adopté une position plus ferme. C’est alors qu’est arrivé Carney, et avec lui une année perdue, marquée par une politique d’apaisement et des tensions économiques. Le Canada est donc revenu à la case départ, mais dans un environnement potentiellement plus propice à l’expérimentation économique. Carney n’est pas progressiste. Ses convictions démocratiques sont discutables. Il dirige son cabinet et son gouvernement selon une approche verticale, a une confiance absolue en sa propre intelligence et en ses intuitions stratégiques, et fait fi des critiques formulées par les populations autochtones, les syndicats et les défenseurs de l’environnement à l’encontre de son programme de grands projets. Malgré tous ses discours sur une rupture de l’ordre international fondé sur des règles, le Premier ministre n’hésiterait pas à se réfugier dans la « forteresse nord-américaine » si les conditions lui convenaient. Malgré tous ses discours sur une rupture de l’ordre international fondé sur des règles, le Premier ministre n’hésiterait pas à se réfugier dans la « forteresse nord-américaine » si les conditions lui convenaient. « Soyons tout à fait clairs : un Canada fort contribuera à rendre à l’Amérique sa grandeur », a déclaré Carney en mai devant l’Economic Club of New York. Il continue d’affirmer qu’un accord satisfaisant avec Trump est possible. Pour l’instant, le pays entier s’accorde pourtant à penser l’inverse. Malgré l’opposition des premiers ministres des deux principales provinces productrices de pétrole de l’Ouest canadien – l’Alberta, et le Saskatchewan – des voix de plus en plus nombreuses s’élèvent, toutes tendances politiques confondues, pour demander que le Canada commence à taxer ses exportations énergétiques vers les États-Unis plutôt que de les offrir à Washington pour assurer sa domination énergétique. En d’autres termes, les conditions sont réunies pour une stratégie industrielle démocratique et des alternatives économiques au libre-échange.

Article Jacobin, traduit par Alexandra Knez et édité par William Bouchardon.
Source: LVSL.fr

COMPOSANTS AUTOMOBILES
**Une délégation coréenne de
13 entreprises attendue en
Tunisie en octobre**

L'ambassade de Tunisie à Séoul a annoncé avoir tenu, ce mardi 15 septembre 2026, une séance de travail avec Hyundai Mobis, présidée, du côté coréen, par KIM Young-bin, vice-président de l'entreprise, en présence de plusieurs hauts responsables des départements chargés des investissements à l'étranger et de la planification stratégique.

L'ambassade de Tunisie à Séoul a indiqué que les discussions ont porté sur les perspectives de développement de la coopération entre la Tunisie et Hyundai Mobis, ainsi que sur les possibilités d'investissement et de mise en place de partenariats industriels en Tunisie.

« Les deux parties sont convenues de poursuivre les consultations et de travailler à l'identification d'opportunités concrètes d'approvisionnement auprès des fabricants tunisiens, ainsi qu'à l'étude de projets d'investissement direct, sur la base de l'intérêt mutuel et de la complémentarité industrielle, a précisé l'ambassade », a annoncé l'ambassade.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'initiative de l'ambassade intitulée « Tunisian Automotive Partnership Roadshow », qui a permis d'établir des contacts avec les principales entreprises coréennes opérant dans le secteur de la fabrication de composants automobiles.

Cette initiative a également abouti à un accord pour organiser, à la mi-octobre 2026, une visite en Tunisie d'une délégation coréenne, en coordination avec l'Association tunisienne de l'industrie automobile, l'Agence de promotion des investissements extérieurs et la Chambre de commerce tuniso-coréenne. La délégation sera composée de 13 entreprises coréennes actives dans différents domaines liés à l'industrie des composants automobiles. Pour rappel, Hyundai Mobis figure parmi les principales entreprises coréennes spécialisées dans les composants et systèmes automobiles ainsi que dans les technologies de mobilité.

L'entreprise développe et produit une large gamme de systèmes et de solutions liés à l'avenir de l'industrie automobile, notamment des composants pour véhicules électriques, des systèmes électroniques, des technologies de sécurité et des solutions de conduite avancée. Elle dispose également d'une présence internationale et d'un réseau de sites de production et de recherche et développement, ce qui en fait l'un des principaux fournisseurs mondiaux de composants automobiles.

R. I.

EGYPTE

Maersk et Hapag-Lloyd réorientent quatre services vers le canal de Suez

Selon les deux compagnies, le réacheminement des services AE5, AE11, AE12 et ME2 vers le corridor de Suez, au lieu du contournement du cap de Bonne-Espérance, devrait permettre de réduire les temps de transit pour les clients.

Le groupe maritime danois Maersk a annoncé lundi 14 septembre que quatre services de transport de conteneurs qu'il exploite conjointement avec l'allemand Hapag-Lloyd reprendront leurs traversées par le canal de Suez, dans le cadre du retour progressif des compagnies maritimes à cette voie maritime reliant l'Asie à l'Europe.

Le trafic maritime sur la route Asie-Europe via le canal de Suez avait été fortement réduit par de nombreuses compagnies à partir de fin 2023, après la multiplication des attaques des Houthis contre des navires commerciaux en mer Rouge. Ces attaques avaient poussé les armateurs à privilégier le contournement de l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance, un itinéraire nettement plus long.

« Le canal de Suez est un corridor maritime essentiel entre l'Est et l'Ouest et joue un rôle majeur dans l'efficacité des chaînes d'approvisionnement mondiales. » a précisé le communiqué de la société.

Selon Maersk et Hapag-Lloyd, la route passant par Suez et la mer Rouge constitue l'itinéraire le plus rapide, le plus durable et le plus efficace pour assurer le transport entre l'Asie et l'Europe.

Selon les deux compagnies, le réacheminement des services AE5, AE11, AE12 et ME2 vers le corridor de Suez, au lieu du contournement du cap de Bonne-Espérance, devrait permettre de réduire les temps de transit pour les clients.



Maersk et Hapag-Lloyd indiquent qu'ils continueront de suivre de très près la situation sécuritaire au Moyen-Orient. Toute modification des services de la coopération Gemini restera conditionnée à la stabilité de la situation en mer Rouge et à l'absence d'escalade des conflits dans la région.

« La sécurité des équipages, des navires et des marchandises transportées demeure leur priorité absolue. » ont-ils affirmé.

Début juillet, puis de nouveau en août, Maersk et Hapag-Lloyd ont annoncé la reprise de certains de leurs services reliant

l'Asie à la Méditerranée et à l'Europe via le canal de Suez.

Les deux compagnies ont créé le réseau Gemini l'an dernier afin de réduire leurs coûts de transport maritime et d'améliorer la fiabilité de leurs horaires.

Les recettes du canal de Suez ont été fortement affectées par la baisse du trafic maritime provoquée par les tensions en mer Rouge et les attaques des Houthis contre les navires commerciaux, qui ont incité de nombreux armateurs à privilégier le contournement de l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance.

MALGRÉ LES CIRCONSTANCES ACTUELLES

“Le secteur bancaire du Golfe a maintenu sa solidité et sa stabilité”

Le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG), M. Jasem Mohamed Albudaivi, a affirmé que le secteur bancaire des pays membres avait maintenu sa solidité et sa stabilité malgré les circonstances actuelles, grâce à des cadres avancés de supervision et de régulation, ainsi qu'à des niveaux satisfaisants de liquidité et de fonds propres.

Intervenant lors de la 87^e réunion du Comité des gouverneurs des banques centrales du CCG, tenue

aujourd'hui à Manama, il a expliqué que ces facteurs avaient renforcé la capacité du système bancaire à s'adapter aux évolutions économiques et à continuer de jouer son rôle dans le soutien de l'activité économique et le financement du développement dans les États membres du Conseil.

Il a indiqué que plusieurs indicateurs confirmaient la solidité du secteur, notamment la progression de 6 % des dépôts totaux auprès des banques commerciales du CCG à la

fin du mois de juin, par rapport à la fin de 2025, pour atteindre environ 2,45 trillions de dollars. Les actifs totaux de ces banques ont, pour leur part, dépassé 4 trillions de dollars, enregistrant une hausse de 3,9 % sur la même période. Quant aux avoirs extérieurs nets des banques centrales des pays du Golfe, ils se sont établis à près de 829 milliards de dollars, permettant de couvrir l'équivalent de onze mois d'importations.

Il a également souligné que les pays

du Conseil avaient maintenu l'inflation à un niveau stable, celle-ci s'étant établie à environ 2,1 % en mai dernier, soit un taux inférieur aux moyennes enregistrées dans les grands ensembles économiques mondiaux. Ces indicateurs attestent de la solidité des économies du Golfe et de l'avancement de l'intégration économique, contribuant ainsi à renforcer leur compétitivité aux niveaux régional et international.

Le secrétaire général a par ailleurs relevé que l'économie mondiale

connaît des mutations rapides, marquées par des évolutions géopolitiques et économiques successives, ainsi que par la volatilité des marchés et les défis auxquels sont confrontés le commerce, l'investissement et les chaînes d'approvisionnement. Il a enfin insisté sur la nécessité pour les économies du CCG de continuer à renforcer leur capacité d'adaptation et leur résilience, afin de préserver la stabilité économique, financière et monétaire.

R. I.

ARABIE SAOUDITE

Le pays découvre des gisements de minerais contenant 110 millions de tonnes de terres rares et d'uranium

Selon le ministre saoudien de l'Énergie, le pays a découvert des réserves estimées à environ 110 millions de tonnes de minéraux de terres rares et de minerai d'uranium dans la région de Médine.

Lors de la 70^e session annuelle de l'Assemblée générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdulaziz bin Salman, a annoncé la découverte d'environ 110 millions de tonnes de terres rares et de

minerai d'uranium dans la région de Médine. Selon lui, cette découverte révèle de fortes concentrations de terres rares et des réserves d'uranium prometteuses, d'après les études géologiques et les travaux d'exploration menés dans la zone de Jabal Sayid.

Ces informations ont été rendues publiques plusieurs mois après que Washington et Riyad ont officialisé leur coopération nucléaire civile. Le 22 juillet, le secrétaire américain à l'Énergie, Chris Wright, et le ministre saou-

dien de l'Énergie, le prince Abdulaziz bin Salman, ont signé un accord au titre de l'article 123 ainsi qu'un accord bilatéral sur les mesures de sûreté nucléaire. Le département américain de l'Énergie a déclaré que ces accords constituent le fondement juridique d'un partenariat pluriannuel de plusieurs milliards de dollars, s'étalant sur plusieurs décennies, tout en offrant aux entreprises américaines de plus grandes opportunités de participer au programme nucléaire civil de l'Arabie

saoudite. Le ministre a déclaré que ces efforts s'étaient intensifiés suite à la visite du prince héritier Mohammed ben Salmane aux États-Unis en novembre 2025. Au cours de cette visite, les deux pays ont renforcé leur coopération sur les minéraux essentiels et les chaînes d'approvisionnement, notamment en établissant un partenariat entre la société minière publique saoudienne Ma'aden et la société américaine MP Materials.

R. I.

MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Le chinois Yadea et Spiro s’allient pour accélérer leur expansion en Afrique

En Afrique, la mobilité électrique gagne progressivement du terrain, portée notamment par la recherche de solutions de transport moins coûteuses et la volonté de réduire la dépendance aux carburants fossiles.

Le 11 septembre dernier à Dubaï, le fabricant chinois de deux-roues électriques Yadea a conclu un partenariat stratégique avec Spiro, l’un des principaux acteurs africains de la mobilité électrique. Dans le cadre de ce partenariat, Yadea fournira des deux-roues électriques ainsi que des produits connexes adaptés aux marchés de Spiro sur le continent.

Une opportunité pour renforcer sa présence en Afrique

L'accord ne marque pas l'entrée de Yadea en Afrique. Le constructeur, qui revendique le statut de principal fabricant de deux roues électriques à l'échelle mondiale, indique avoir commencé son aventure sur le continent au Maroc en 2023 et avoir depuis établi des partenariats commerciaux dans plus de 20 pays africains. En Éthiopie, où il est aussi présent depuis 2023, le groupe affirme avoir vendu, par exemple, plus de 48 000 deux roues électriques en trois ans. Yadea a également renforcé sa présence en Afrique de l'Est en lançant en juin 2026 sa moto électrique KIFA au Kenya. Le modèle vise notamment les conducteurs de boda boda et les activités de livraison, tandis que le constructeur s'est associé dans le pays à ARC Ride, spécialisé dans les infrastructures d'échange de batteries. Un mois plus tard, c'est en Égypte que le groupe a renforcé son implantation en ouvrant, le 31 juillet, son premier magasin phare au Caire, proposant des services de vente, d'entretien et de recharge. Mais avec le partenariat annoncé avec Spiro, Yadea peut changer d'échelle. Spiro revendique une flotte de plus de 130 000



motos électriques et 2 500 stations d'échange de batteries à travers l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Le groupe est aujourd'hui présent dans sept marchés africains où il développe parallèlement ses capacités industrielles, parmi lesquels se trouvent le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Nigeria, le Bénin ou encore le Togo.

Le projet d'expansion de Spiro peut ouvrir des débouchés supplémentaires pour Yadea

Spiro prépare parallèlement une nouvelle phase de croissance. Après avoir levé 270 millions \$ lors de sa dernière opération de financement en juin dernier, l'entreprise prévoit de développer ses activités en renforçant ses infrastructures, ses capacités industrielles et sa présence géographique. Dans une interview relayée par le média

Zawya en août 2026, Gagan Gupta, fondateur de Spiro, a cité l'Éthiopie, le Malawi, le Mali et la République démocratique du Congo parmi les marchés visés par cette expansion. Le développement de Spiro dans ces pays pourrait offrir à Yadea de nouveaux débouchés pour ses véhicules, en lui permettant de s'appuyer sur les infrastructures et le réseau opérationnel de son partenaire plutôt que de devoir mettre en place seul un dispositif dans chaque marché. Le partenariat intervient ainsi à un moment où les deux entreprises cherchent à renforcer leur présence sur le marché africain. Reste à voir dans quelle mesure cette alliance permettra d'accélérer la réalisation de leurs objectifs sur le segment des deux-roues électriques.

Agence

SÉNÉGAL

Cybastion veut investir 300 millions USD dans le numérique et la cybersécurité

La transformation numérique figure parmi les priorités de Dakar, qui cherche à renforcer ses infrastructures et ses capacités technologiques. Dans cette stratégie, les partenariats avec des entreprises privées internationales jouent un rôle important pour mobiliser des investissements et des compétences. Le Sénégal pourrait bénéficier d'environ 300 millions de dollars pour accélérer le développement de ses infrastructures numériques. L'engagement a été annoncé le lundi 14 septembre à Washington par Cybastion, entreprise américaine spécialisée dans la cybersécurité, à l'issue d'une rencontre entre son PDG Thierry Wandji (photo, à droite) et le président Bassirou Diomaye Faye (photo, à gauche). Les fonds annoncés visent à soutenir plusieurs projets dans la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité, le développement

de data centers, le transfert de technologies et le renforcement des compétences nationales. Plusieurs start up sénégalaises seront associées à la mise en œuvre de ces initiatives, avec l'objectif de développer davantage de capacités locales autour de ces infrastructures et services. Cette annonce intervient alors que Dakar cherche à renforcer la maîtrise de ses infrastructures numériques et la protection de ses données. Elle rejoint plusieurs priorités du New Deal technologique, qui prévoit notamment le développement des infrastructures numériques, la numérisation des services publics, le renforcement de la cybersécurité et des compétences. La stratégie met également l'accent sur le développement de solutions et de compétences locales. Cybastion intervient déjà sur des projets numériques dans plusieurs pays africains. En Côte d'Ivoire, l'entreprise pilote notamment

la construction du Centre national de données. Au Burkina Faso, elle participe au développement d'un centre de données et de capacités nationales en cybersécurité. Au Bénin, ses projets portent notamment sur la modernisation des systèmes numériques dans la gestion de la sécurité routière. L'annonce de Washington intervient quelques mois après la signature, en juillet 2026, d'un accord entre Cybastion et le ministère sénégalais de l'Économie numérique. L'entreprise avait alors indiqué qu'elle dirigerait un consortium d'entreprises technologiques américaines chargé de contribuer au déploiement d'infrastructures numériques au Sénégal. La nouvelle enveloppe annoncée en septembre vient ainsi donner une dimension financière plus importante à ce rapprochement.

Agence

KENYA

L'Etat veut renforcer la solidité financière de ses banques « too big to fail »

La nouvelle réglementation vise à éviter aux pouvoirs publics de se trouver dans l'obligation de secourir un grand établissement bancaire, dont l'effondrement peut causer d'importants dommages collatéraux aussi bien dans la sphère financière que dans l'économie réelle. La Banque centrale du Kenya (CBK) s'apprête à renforcer les exigences réglementaires imposées aux banques d'importance systémique nationale (Domestic Systemically Important Banks/D-SIBs) en matière de fonds propres, de liquidités et de gestion des risques pour assurer la stabilité du système financier et la résilience de l'économie en cas de chocs. Un projet de réglementation relative à ces banques, dont la faillite pourrait provoquer un effondrement en chaîne de l'ensemble du système financier et de l'économie réelle, a été soumis à la consultation publique le jeudi 10 septembre. D'après le texte, le régulateur du système bancaire kényan identifiera les banques dites « too big to fail » (trop importantes pour faire faillite) en évaluant chaque année toutes les institutions du pays en fonction d'indicateurs tels que la taille, l'interconnexion avec d'autres établissements financiers, la substituable des activités, la complexité des opérations et l'importance pour l'économie nationale. Les banques qui seront considérées comme étant d'importance systémique nationale seront tenues de détenir des fonds propres supplémentaires, par le biais d'exigences plus élevées en matière de fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1/CET1), ce qui constituera une réserve supplémentaire permettant d'absorber les pertes en période de tensions financières. Les plus grandes institutions seront tenues de détenir 2,5 % supplémentaires de leurs actifs pondérés en fonction des risques sous forme de fonds propres, tandis que les autres banques présentant un risque systémique de moindre importance devront se conformer à des exigences supplémentaires de 1,5 % ou 0,5 %. Ces fonds supplémentaires donneront aux banques une plus grande marge de manœuvre pour absorber les pertes en cas de difficultés financières et contribueront à limiter l'impact sur l'ensemble du système bancaire. Les autorités de régulation pourraient d'autre part exiger des banques d'importance systémique nationale des ratios de liquidité plus élevés en fonction de leurs risques de financement et de liquidité, des obligations d'information supplémentaires et des restrictions sur les activités susceptibles d'accroître le risque systémique, comme une expansion régionale ou le lancement de nouveaux produits. Le maintien de réserves de liquidités adéquates est jugé nécessaire pour résister à des retraits massifs de dépôts en période de crise.

R. I.

POINT-MARCHÉS

Nervosité des marchés européens avant la Fed

Les Bourses européennes cèdent encore du terrain alors que le climat reste toujours aussi étouffant au Moyen-Orient. Demain soir, la Fed de Kevin Warsh dévoilera sa décision de politique monétaire. Le CAC 40 se dirige vers une deuxième séance de suite dans le rouge, perdant 0,43% à 8 083 points. Londres, Francfort et Amsterdam reculent respectivement de 0,38%, 0,30% et 0,36%.

Sur le terrain militaire, les Houthis du Yémen ont mené une série d'attaques à l'aide de missiles balistiques et de drones hier dans le sud de l'Arabie saoudite. La coalition militaire dirigée par Ryad contre les rebelles pro-iraniens a dressé ce matin un bilan de 13 civils blessés. Cette intensification des combats a mis à mal les capacités matérielles des forces américaines. Depuis le début du conflit américano-iranien, le ministère américain de la Défense a reconnu hier, une "pénurie" de munitions. Le rapport de l'Inspecteur général du Pentagone estime qu'entre le 28 février et le 30 juin, l'opération "Fureur épique" (campagne militaire d'envergure menée conjointement par les Etats-Unis et Israël, lancée le 28 février 2026) contre l'Iran a coûté environ 33,4 milliards de dollars, dont 22,3 MdsUSD dépensés uniquement en munitions tirées. "Les dépenses en munitions lors de cette opération ont provoqué une pénurie sur les inventaires stratégiques et révélé des goulots d'étranglement au sein des industries pour le renouvellement des munitions", a précisé le ministère.

L'embrassement des cours du pétrole et du gaz

Cette dégradation militaire et matérielle a des répercussions sur le commerce maritime mondial et alimente les craintes de rupture d'approvisionnement en énergie. "Les nouvelles en provenance du Moyen-Orient ne sont pas bonnes. Le flux de bateaux sortant du détroit d'Ormuz pour acheminer du pétrole ou du gaz reste limité. Surtout, les attaques des milices houthies ou irakiennes sur l'Arabie saoudite, bloquant l'entrée dans la mer Rouge et détériorant un des principaux oléoducs saoudiens, sont venues intensifier les pressions sur les prix des produits énergétiques. Le pétrole restait hier

au-dessus de 105 dollars le baril (Brent), soit au plus haut depuis mai, et le gaz au-dessus de 81 dollars en Europe, soit proche de son plus haut historique", a souligné Sebastian Paris Horvitz, directeur de la recherche chez LBP AM. Sur le plan diplomatique, les perspectives de sortie de crise restent floues. Il constate qu'"à court terme, il n'y a pas de signe très prometteur d'un quelconque accord entre Iraniens et Américains. En revanche, des pourparlers entre pays du Golfe, incluant l'Iran, pourraient avoir lieu dans les jours à venir afin de discuter de l'ouverture du passage par Ormuz. Ici encore, la possibilité d'un accord viable n'est pas assurée". Dans ce contexte d'incertitude diplomatique, vers 12h, les cours du pétrole progressent à nouveau. Le prix du Brent de la mer du Nord gagne de 1,31% à 107,87 USD. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) avance de 2,09% à 103,99 USD.

La Fed doit trouver un équilibre délicat

C'est dans cet environnement géopolitique et économique très instable que la Fed dévoilera demain soir sa décision de politique monétaire, suivie du discours attendu de son président Kevin Warsh. La majeure partie des analystes anticipe un resserrement monétaire avec une hausse des taux d'intérêt de 25 points de base. "La Fed doit trouver un équilibre délicat. Alors que l'inflation reste supérieure à l'objectif et que les événements récents, notamment la hausse des cours du pétrole liée aux tensions au Moyen-Orient, ont accentué les pressions à la hausse, l'économie américaine continue de faire preuve de résilience. Les marchés anticipent actuellement une hausse des taux de 25 points de base, ce que nous considérons comme le scénario le plus probable", a

commenté Felipe Villaroel, Gérant chez TwentyFour AM. A ce sujet, Sebastian Paris Horvitz pense aussi que la Fed montera de 25 points de base ses taux directeurs et se projette déjà sur la suite des événements : "Le risque d'un mouvement plus fort existe, mais il est faible à notre avis. En revanche, avec la résistance dont fait preuve l'économie américaine, il est probable qu'une deuxième hausse sera nécessaire pour accélérer la convergence de l'inflation. Nous la prévoyons pour décembre, après les élections."

Puig chute

Dans l'actualité des sociétés cotées, Seb recule de 3,92%, enregistrant la plus forte baisse du SBF 120. TP ICAP Midcap reste à l'Achat sur le titre, estimant que le retour attendu d'un épisode El Niño potentiellement très marqué en 2026-2027 pourrait soutenir la demande au Brésil. Le bureau d'études relève toutefois que le diagnostic du spécialiste de l'électroménager sur le marché bré-

silien a évolué. Alors qu'en 2025 le groupe invoquait des facteurs météorologiques pour expliquer sa faiblesse, la direction attribue désormais son recul à la distribution physique, malgré de bonnes performances en ligne. En outre, TP ICAP Midcap a confirmé sa recommandation à "conserver" sur le titre Exail Technologies, avec un objectif de cours inchangé de 135 EUR. Les chiffres ont de quoi séduire un investisseur : l'EBITDA courant d'Exail a atteint 63 MEUR au 1er semestre, en hausse d'environ 43% et supérieur aux 58 MEUR attendus par l'analyste. De plus, la marge de la société est ressortie à 22,9%, en progression de 290 points de base sur un an. "Le momentum opérationnel reste très solide", constate ainsi l'analyste. Julien Thomas, en charge du dossier chez TP ICAP Midcap, estime d'ailleurs que cette performance devrait le conduire à relever ses prévisions. Il considère ainsi qu'à ce rythme, Exail devrait générer plus de 120 MEUR d'EBITDA sur l'année "sans aucun problème".

Agence

BOURSE DE NEW YORK
Wall Street clôture en baisse, mais parvient à limiter ses pertes

La Bourse de New York a terminé en léger repli lundi, parvenant à contenir ses pertes malgré des inquiétudes autour du développement de l'intelligence artificielle (IA). Le Dow Jones a perdu 0,29%, l'indice Nasdaq - à forte coloration technologique - a reculé de 0,56% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,48%. "La journée a commencé sur une note assez chahutée", avec notamment "des discussions autour de possibles restrictions sur l'IA", résume Peter Cardillo, analyste chez Spartan Capital Securities. En première partie de séance, le Nasdaq a perdu jusqu'à 1,30%, sous la pression d'appels lancés par plusieurs patrons de la tech pour ra-

lentir le développement de cette technologie, au nom de risques pour la sécurité. Le patron d'Anthropic, Dario Amodei, a notamment plaidé samedi en faveur d'une décélération face au danger des modèles qui progressent hors de tout contrôle humain, un message auquel se sont ralliés Elon Musk (SpaceX, Tesla) et Sam Altman (OpenAI). Or, depuis plusieurs mois, les investissements massifs des géants de la tech dans l'intelligence artificielle sont le principal moteur de la hausse des marchés d'actions, malgré les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques grandissantes.

APS

FACE À LA HAUSSE DU PÉTROLE
La Bourse de Paris en recul

La Bourse de Paris évolue dans le rouge mardi, freinée par la hausse continue des prix du pétrole et des taux d'intérêt des dettes souveraines, avant la très attendue réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 10H00 (heure de Paris) le CAC 40 perdait 0,97%, en recul de 78,71 points, à 8.039,07 points. La veille, l'indice parisien avait cédé 0,76%. Les marchés sont "pénalisés par la remontée du pétrole et des taux longs", résume John Plassard, de Cité Gestion Private Bank. Les prix du brut continuent leur course en avant, après une attaque des Houthis contre l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut.

Le cours du baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, grimpait de 1,97% à 107,76 dollars. Les Houthis ont infligé ces derniers jours d'importants revers aux forces gouvernementales yéménites et à leur allié saoudien, renforçant leur emprise sur le détroit de Bab el-Mandeb, passage stratégique pour les navires reliant l'Europe à l'Asie. Des infrastructures pétrolières de l'Arabie saoudite ont également été visées et par précaution un oléoduc stratégique, principale alternative au détroit d'Ormuz, a été fermé. La flambée des cours de pétrole alimente de nouvelles craintes inflationnistes qui provoquent à leur tour une

hausse des taux d'intérêt des dettes souveraines dans les grandes économies, ces derniers atteignant des sommets. En France, le rendement de la dette à dix ans atteint mardi 4,53%, contre 4,47% la veille en clôture, un niveau inédit depuis 2008. Son équivalent allemand, référence en Europe, se hisse à 3,56%, contre 3,51% lundi soir, au plus haut depuis 2009. Le "spread", l'écart entre les deux, se creuse à 0,97 point de pourcentage, contre 0,85 au début du mois de septembre, signe que la défiance envers la dette hexagonale s'accroît, avant un débat budgétaire qui s'annonce tendu pour 2027 et à quelques mois de l'élection présiden-

tielle. Le rendement de l'emprunt américain à échéance dix ans a atteint mardi matin les 5,03%, un niveau inédit depuis juillet 2007 et le début de la crise des subprimes. Les marchés attendent la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui débute ce mardi. Ils anticipent dans leur majorité une hausse des taux, qui serait la première depuis juillet 2023. La tech continue de reculer Les marchés ont été bousculés lundi par la multiplication des appels à ralentir la vitesse de développement de l'intelligence artificielle (IA) venant d'une partie des dirigeants du secteur.

Les entreprises profitant des investissements massifs des géants de la tech dans cette technologie ont nettement reculé lundi, à l'instar des groupes de semi-conducteurs ou des fournisseurs d'infrastructures électriques. Mardi, le recul se poursuit, dans une moindre mesure. Vers 10H10, STMicroelectronics reculait de 0,80% à 41,37 euros et Soitec de 1,26% à 121,65 euros. Schneider Electric et Legrand, qui fournissent des infrastructures électriques aux centres de données pour l'IA, cédaient respectivement 0,37% à 271,15 euros et 0,11% à 132,20 euros.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Septembre 2026
Valeur : 15 Septembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.1214	133.1364
1	EUR	EURO	154.4874	154.5314
1	GBP	POUND STERLING	179.8938	179.9627
100	JPY	JAPANESE YEN	86.2576	86.2953
1	CNY	CHINESE YUAN	19.8378	19.8412
1	CHF	SWISS FRANC	163.6202	163.6588
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.1929	96.2246
1	DKK	DANISH KRONE	20.6675	20.6730
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7573	13.7603
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.3319	14.3350
1	AED	UAE DIRHAM	36.2413	36.2483
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4499	35.4577
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.0443	434.2348
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.4123	45.8687
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2089	14.2105
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9875	21.0949
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3231	3.3334
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.8491	182.8491

SIMEST

200 millions d’euros pour intégrer l’intelligence artificielle aux PME italiennes

Cette mesure vise les entreprises italiennes à vocation internationale qui réalisent au moins 3 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger ou qui opèrent en tant que fournisseurs d'entreprises exportatrices.

Simest, filiale du groupe CDP spécialisée dans l'internationalisation des entreprises, lance dans sept jours un nouveau dispositif de 200 millions d'euros dédiés, assorti de conditions compétitives, pour accélérer les investissements des PME italiennes dans l'intelligence artificielle. Ce plan vise à soutenir la transformation numérique et le positionnement compétitif international du secteur manufacturier italien. Le financement de 200 millions d'euros comprend 10 % de subventions non remboursables. Les taux d'intérêt de ce prêt sur huit ans sont particulièrement avantageux ; des avances allant jusqu'à 50 % du montant financé peuvent être obtenues rapidement. Ce dispositif est financé par le Fonds de roulement 394/81, géré par Simest en accord avec le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. La nouvelle section « Investissements en IA », intégrée à l'outil de transition numérique et écologique, sera accessible sur le portail simest.it dès le 21 septembre et a pour objectif de promouvoir la diffusion de l'intelligence ar-

tificielle auprès des entreprises exportatrices italiennes et des entreprises – y compris celles qui ne le sont pas – impliquées dans la chaîne d'approvisionnement à l'export. Par exemple, une entreprise pourra financer des systèmes d'IA pour optimiser sa production et sa logistique, prévoir la demande sur les marchés étrangers, automatiser ses processus administratifs et commerciaux, développer de nouveaux produits ou renforcer sa stratégie internationale. L'objectif est de faire de l'intelligence artificielle un nouveau levier pour les exportations italiennes. Les technologies d'IA peuvent impacter l'ensemble de la chaîne de valeur d'une entreprise : de la conception à la production, de la gestion des approvisionnements à la logistique, de l'analyse des marchés étrangers à la personnalisation des produits, et même les activités de vente et de marketing à l'international. Cette nouvelle mesure vise donc non seulement à accroître la digitalisation des entreprises, mais aussi à encourager les investissements susceptibles de se traduire par une productivité accrue, une meilleure pénétration des

marchés internationaux et le renforcement des chaînes d'approvisionnement italiennes. Le PDG de Simest, Reine Corradini d'Arienzo« L'intelligence artificielle représente aujourd'hui un accélérateur significatif de la compétitivité des entreprises souhaitant se développer sur les marchés internationaux. Elle n'est plus seulement un domaine d'innovation de pointe, mais un outil concret pour accroître la productivité, l'efficacité et la capacité à créer de la valeur. Grâce à cette nouvelle mesure – élaborée sous l'égide de la Farnesina et en coordination avec la Cassa Depositi e Prestiti et d'autres organismes du système italien, tels que la Sace et l'ICE – nous souhaitons soutenir les entreprises exportatrices italiennes et toutes les entreprises de leurs chaînes d'approvisionnement, en particulier les PME, dans une nouvelle phase de transformation industrielle, en soutenant les investissements qui renforcent le Made in Italy et consolident sa présence dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. »

Agence

JAPON

Le gouvernement prépare des baisses de TVA sans préciser les aides financières

Le rendement des obligations d'État japonaises à 10 ans a franchi aujourd'hui la barre symbolique des 3 %, dans un contexte de préoccupations mondiales croissantes concernant l'inflation et les pressions budgétaires. Le gouvernement japonais s'apprête à approuver aujourd'hui un plan visant à réduire la taxe sur la consommation et à instaurer des transferts aux ménages, sans préciser le mode de financement de ces mesures. Selon les médias japonais, cette décision risque

d'accentuer les inquiétudes des marchés quant à la viabilité de finances publiques déjà mises à rude épreuve. Le rendement des obligations d'État japonaises à dix ans a franchi aujourd'hui le seuil critique de 3 %, dans un contexte de préoccupations mondiales croissantes concernant l'inflation et les finances publiques. Le plan prévoit une réduction de la taxe sur les produits alimentaires de 8 % à 1 % pendant deux ans, à compter du 1er avril 2027, accompagnée de transferts aux ménages équivalents au 1 % res-

tant, ce qui revient à supprimer la taxe sur les achats alimentaires. Le manque à gagner est estimé à environ 5 000 milliards de yens. Le gouvernement a exclu l'émission de nouvelles obligations d'État pour financer cette mesure et entend la financer par des recettes non fiscales et un réexamen des subventions et allègements fiscaux existants. Cette réduction de la taxe sur la consommation s'ajoute aux ambitieux projets de dépenses du Premier ministre. Sanae TakaichiCes mesures

ont déjà provoqué des ventes massives d'obligations d'État japonaises et suscité des critiques de la part du secrétaire au Trésor américain. Scott BessentTakaichi s'est engagé à limiter les nouvelles émissions obligataires pour l'exercice 2027 à environ 40 000 milliards de yens, mais la hausse des dépenses publiques rend difficile l'évaluation préalable des besoins de financement réels. Le projet de loi de réduction d'impôt devrait être soumis à la Diète le mois prochain.

R I/Agence

FRANCE/UNE HAUSSE «D’ENVIRON 30%» DEPUIS JANVIER

La facture de gaz a bondi de 120 euros en moyenne par rapport à 2025

Pour la suite, Emmanuelle Wargon, patronne de la Commission de régulation de l'énergie, a estimé qu'il était «vraiment trop tôt pour avoir une visibilité sur les prix en 2027». La facture moyenne de gaz d'un ménage français en 2026 devrait être supérieure d'environ 120 euros à celle de 2025, selon des calculs de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), a indiqué mardi sa présidente Emmanuelle Wargon. Alors que le prix de référence du gaz va augmenter de 6,3% au 1er octobre en raison d'une augmentation des prix sur les marchés de gros au mois d'août, «depuis le début de l'année, ça fait une hausse d'environ 30%», a déclaré la présidente du gendarme de l'énergie, interrogée sur Radio Classique. «On a fait des calculs très indicatifs de facture. (...) La facture moyenne 2026 pourrait

être de l'ordre de 120 euros de plus par an par rapport à 2025, si les prix se maintiennent jusqu'à la fin de l'année», a-t-elle souligné. Pour la suite, Emmanuelle Wargon a estimé qu'il était «vraiment trop tôt pour avoir une visibilité sur les prix en 2027. Vous savez, dès qu'il se passe quelque chose dans un sens ou dans l'autre, les marchés s'adaptent». La présidente de la CRE a par ailleurs de nouveau assuré que la France aurait assez de gaz pour l'hiver, le niveau de stockage étant actuellement à 76%, «ça se remplit assez vite, puisque au 1er août, on était autour de 50%». «On est confiant sur le fait qu'on atteindra les 85% (requis par l'Union européenne, NDLR) (...) à peu près au début de l'hiver, enfin en tout cas avant la saison hivernale, et donc on aura suffisamment de gaz dans nos stockages», a-t-elle affirmé.

«Côté Europe, les chiffres sont un petit peu plus bas, et donc on va continuer à avoir besoin d'importer du gaz, mais on n'a pas d'inquiétude sur notre capacité à s'approvisionner», a ajouté Emmanuelle Wargon. Également interrogée sur la grève des électriciens et gaziers, vent debout contre une remise en cause de leur tarif préférentiel de l'énergie, elle a répondu ne pas vouloir «participer à cette discussion, ce n'est pas du tout (son) rôle». Elle a simplement précisé que ce tarif préférentiel «fait partie des éléments de rémunération et du statut», et que «ce sont aussi des métiers qui sont difficiles», indiquant qu'il faut que ce soit correctement fiscalisé mais comme tous les avantages en nature de tous les salariés et la question est là.

R I.

AUX ÉTATS-UNIS

Le diesel atteint un nouveau record à près de 6,27 dollars le gallon

Le diesel américain a enregistré un nouveau record à la pompe mardi à près de 6,27 dollars le gallon aux États-Unis, flambant avec la persistance des tensions au Moyen-Orient et des attaques de raffineries russes par l'Ukraine. Le gallon (3,78 litres) s'affichait en moyenne à 6,2694 dollars, selon l'Association automobile américaine (AAA). Cette envolée des prix, très impopulaire aux États-Unis, contredit les promesses répétées de Donald Trump de baisser les prix à la pompe, alors qu'approchent les élections législatives américaines de mi-mandat début novembre. Le président américain a affirmé lundi que l'Ukraine et la Russie s'étaient engagées à ne plus frapper les infrastructures énergétiques adverses, un jour après s'en être pris à Kiev pour ses attaques contre des raffineries de diesel russes. «Un arrêt des attaques ukrainiennes contre les raffineries russes aiderait à rééquilibrer le marché du diesel, mais la pénurie de produits raffinés en provenance du Moyen-Orient est de loin le facteur le plus important» dans la hausse des cours, estime Arne Lohmann Rasmussen, analyste chez Global Risk Management. Après des attaques attribuées à l'Irak, les autorités saoudiennes ont annoncé vendredi la fermeture temporaire de l'oléoduc Est-Ouest, qui permet de contourner le verrouillage du détroit d'Ormuz, faisant s'envoler le baril de Brent, la référence européenne du brut, à près de 110 dollars. L'analyste de Global Risk Management souligne que «le marché craint également que les États-Unis puissent imposer des restrictions à l'exportation de diesel et d'autres produits raffinés». La semaine dernière, le diesel avait dépassé pour la première fois les 6 dollars le gallon. Avant ces récents plus hauts, le dernier record datait de juin 2022 quelques mois après l'invasion russe de l'Ukraine, à 5,8159 dollars, selon l'AAA, qui a précisé à l'AFP qu'au premier jour de la guerre, ce produit raffiné se négociait à 3,7577 dollars.

Agence

Le créateur de Siri révèle pourquoi l'assistant d'Apple n'est pas au niveau

Au fil des années, les assistants vocaux n'ont cessé d'évoluer. L'un d'entre eux n'a pas offert les évolutions escomptées : Siri. L'assistant d'Apple est passé de l'un des meilleurs du marché il y a quelques années à un assistant complètement dépassé par la concurrence. Pourquoi ?

Alors que les versions bêta d'iOS 27 montrent des améliorations de Siri AI en vue de la version stable, l'outil d'Apple se rapproche de son concept d'origine. Durant plusieurs années, Siri a affiché des résultats inférieurs à ceux de concurrents comme Google Assistant, Cortana et Alexa lors de tests comparatifs, se classant généralement en dernière position. Apple avait pourtant bousculé ce marché en intégrant Siri à l'iPhone 4s le 4 octobre 2011.

Un concept initial axé sur l'exécution de tâches

Siri n'a pas été créé par Apple. L'entreprise a racheté l'application en avril 2010 pour un montant estimé à 200 millions de dollars. À cette époque, Siri était une application tierce disponible sur l'App Store, développée par Dag Kittlaus et Adam Cheyer. Les concepteurs souhaitaient faire de Siri un moteur d'action capable d'effec-



tuer directement des tâches. L'application se connectait à des API externes, telles qu'OpenTable, TaxiMagic, StubHub, MovieTickets.com et Citysearch, pour réserver des tables au restaurant, acheter des billets ou consulter des ho-

raires de cinéma sur simple commande vocale ou textuelle.

Les modifications apportées après le rachat par Apple

Après l'acquisition, Apple a retiré cette capacité d'exécution directe. Plusieurs raisons expliquent cette décision. Déjà, certaines API web cessaient de fonctionner lors des modifications d'API ou des mises à jour de sites internet. Ensuite, les entreprises partenaires ne souhaitaient pas qu'Apple prélève une commission sans que les utilisateurs n'ouvrent directement leurs applications. Enfin, la possibilité pour Siri d'exécuter des tâches risquait de contourner le système de paiement d'Apple, empêchant la perception de sa commission sur les applications.

L'impact du décès de Steve Jobs

Le décès de Steve Jobs a constitué un changement majeur dans le développement du projet. Au sein d'Apple, plusieurs voix ont indiqué que Siri avait perdu son orientation après la mort du cofondateur, qui avait planifié un avenir précis pour l'assistant.

POUR ACCÉLÉRER LA CONQUÊTE SPATIALE Les États-Unis lancent une académie

Les États-Unis se dotent d'une académie spatiale fédérale, pensée comme un vivier de futurs ingénieurs, astronautes et stratèges de l'espace. Un projet lancé à grande vitesse par l'administration Trump, qui entend laisser son empreinte dans la conquête du cosmos. Le 28 août dernier, Donald Trump a signé un décret visant à poser les bases d'une future académie spatiale. Objectif : former une nouvelle génération capable de faire progresser les intérêts américains dans l'espace. Une initiative qui intervient alors que la NASA accélère son programme Artemis, qui vise à implanter une base permanente sur la Lune avant la Chine.

Former les travailleurs de l'espace de demain

Cette académie doit former des scientifiques et des ingénieurs, mais aussi des pilotes, des entrepreneurs et de futurs fonctionnaires. Le texte évoque même des « guerriers », signe que la frontière entre vocation civile et militaire reste floue. Mais la NASA, elle, a déjà mis en place une commission dirigée par son administrateur, Jared Isaacman. « Notre première réunion a montré tout le talent et l'engagement derrière la vision du président Trump », s'est-il félicité le 9 septembre dernier.

L'agence spatiale a d'ores et déjà publié un appel à candidatures auprès des 50 États, invitant à proposer un site pour accueillir le campus. La date li-



mite est fixée au 26 octobre. Car le calendrier est particulièrement serré. Les premiers travaux de construction doivent démarrer dès 2027, tandis qu'une première promotion de 300 étudiants devrait intégrer des locaux provisoires l'année suivante en attendant l'ouverture du campus définitif, prévue pour 2031. « La localisation de l'académie est un facteur clé de sa réussite », a insisté Matt Anderson, numéro deux de la NASA, en appelant les États à présenter leurs « meilleurs atouts ». Reste la question sensible du financement, le projet prévoyant une scolarité gratuite en échange d'un engagement de service au sein de la NASA ou, pour certains diplômés, de la Space Force.

Déjà de nombreuses incertitudes

Mais ce projet suscite aussi de vives critiques, rapporte Ars

Technica, notamment chez les démocrates. Le sénateur John Hickenlooper le qualifie de « redondant, coûteux et pas sérieux », et considère qu'il s'agit d'un doublon de l'Air Force Academy, déjà chargée de former des officiers pour l'armée de l'air américaine. Il rappelle que le déficit public, lui, continue de se creuser. D'autres élus réclament davantage de transparence, notamment au niveau du financement. En parallèle, l'incertitude plane : car cette initiative devra très certainement s'appuyer sur le maintien d'une majorité républicaine au Congrès. Or, les élections de mi-mandat, prévues en novembre prochain, pourraient rebattre les cartes et compromettre la suite de cette académie encore balbutiante. Pour rappel, un responsable américain vient de révéler, pour la première fois, que le pays dispose d'armes prêtes à être actionnées en orbite terrestre.

"Un canular"... Trump balaie le risque d'extinction par l'IA comme le réchauffement climatique

Donald Trump rejette les scénarios d'une intelligence artificielle capable de menacer l'humanité et les rapproche de ce qu'il appelle « l'arnaque du réchauffement climatique ». Au moment où plusieurs figures de l'IA réclament davantage de prudence, le président américain estime surtout qu'un dirigeant comme lui constitue le meilleur garde-fou. Pour protéger l'humanité d'une intelligence artificielle devenue incontrôlable, Donald Trump a une solution toute trouvée : lui-même. Rien que ça. Dans une série de messages publiés le 14 septembre sur son réseau Truth Social, le président américain a qualifié de « canular » les scénarios dans lesquels l'IA finirait par détruire l'humanité, avant de les rapprocher de ce qu'il appelle l'« arnaque du réchauffement climatique ». Une réponse pour le moins expéditive aux inquiétudes exprimées depuis plusieurs années par ceux-là mêmes qui développent les modèles les plus puissants du marché.

Trump s'érige en garde-fou de l'IA

Le raisonnement présidentiel accorde surtout une place centrale à son auteur. Selon Donald Trump, la meilleure protection serait « un président FORT ET INTELLIGENT (QI élevé !) » (sic). Un profil dont les États-Unis disposeraient évidemment déjà, à l'en croire. Il dénonce dans le même temps une offensive contre l'intelligence artificielle et les centres de données américains, qui profiterait avant tout à la Chine. Le débat sur la sûreté et l'encadrement des modèles se retrouve donc ramené à une affaire de leadership politique... La comparaison avec le climat brouille encore davantage le message. Le réchauffement provoqué par les activités

humaines repose sur un consensus scientifique solidement établi. Une extinction de l'humanité provoquée par une IA reste, elle, un scénario hypothétique dont la probabilité et les mécanismes font débat. Mettre les deux dans le même sac sous l'étiquette de « canular » ne répond donc pas aux faits établis sur le climat ni aux interrogations bien réelles sur la sûreté des IA.

Des appels à ralentir qui ne datent pas d'hier

Ces inquiétudes ne sont pas nouvelles. En mars 2023, une lettre ouverte du Future of Life Institute, signée notamment par Elon Musk, demandait une pause d'au moins six mois dans l'entraînement des systèmes plus puissants que GPT-4. Deux mois plus tard, Sam Altman, Dario Amodei et Demis Hassabis figuraient parmi les signataires d'un texte appelant à traiter le risque d'extinction lié à l'IA comme une priorité mondiale, au même titre que les pandémies ou la guerre nucléaire. Sans réclamer, cette fois, l'arrêt des entraînements. Le débat a ressurgi le 12 septembre 2026, lorsque Dario Amodei a proposé de ralentir de manière coordonnée le développement des modèles de pointe afin de laisser aux dispositifs de sécurité le temps de suivre. Sam Altman et Elon Musk ont soutenu cette démarche, qui prévoit notamment davantage d'évaluations indépendantes, sans réclamer l'arrêt des entraînements. Donald Trump, lui, ne veut manifestement pas entendre parler de freinage. Là où une partie de l'industrie demande davantage de ceintures de sécurité, le président américain préfère surtout rappeler qui, selon lui, doit tenir le volant.

Un retournement de situation inattendu entre Trump et les constructeurs chinois

Les constructeurs chinois resteront-ils durablement bannis du marché automobile américain ? Donald Trump vient de nuancer spectaculairement la réponse. Le président américain exclut toujours l'importation massive de voitures fabriquées en Chine, mais se dit prêt à accueillir leurs marques si elles produisent directement aux États-Unis avec des salariés américains. Une ouverture très encadrée, qui se heurte déjà aux inquiétudes de Detroit et aux impératifs de sécurité nationale.

Alors que les États-Unis ont construit une forteresse réglementaire autour de leur marché automobile, Donald Trump n'exclut plus de voir un jour une usine d'un constructeur chinois fonctionner sur le sol américain. Dans un entretien accordé à Fox News, le président a cependant tracé une frontière très nette entre deux scénarios : importer des voitures produites en Chine reste hors de question, tandis que fabriquer localement avec de la main-d'œuvre américaine pourrait, selon lui, devenir acceptable.

Des voitures chinoises fabriquées en Amérique : Trump pose ses conditions

La distinction est essentielle pour comprendre la position présidentielle. Donald Trump a rejeté les rumeurs selon lesquelles Washington pourrait simplement ouvrir son marché aux automobiles chinoises importées. Une telle décision exposerait selon lui l'industrie nationale à une concurrence susceptible de bouleverser profondément le marché. En revanche, son discours change lorsqu'il est question d'investissements industriels directs. Si un constructeur chinois implantait une usine aux États-Unis et y employait des travailleurs américains, Trump affirme qu'il pourrait accepter sa présence. Son raisonnement s'inspire explicitement du modèle suivi depuis des décennies par les groupes japonais, qui disposent d'importantes capacités industrielles américaines et produisent localement une partie des véhicules vendus dans le pays. Cette position n'est d'ailleurs pas totalement nouvelle. Lors d'une intervention prononcée en janvier au Detroit Economic Club, Trump avait déjà laissé entendre qu'un industriel chinois créant des



emplois et des capacités de production aux États-Unis pourrait être accueilli. D'après les informations rapportées par Bloomberg, le patron de Ford, Jim Farley, et plusieurs membres de l'administration ont même participé cette année à des discussions informelles autour d'un éventuel cadre permettant une telle implantation. Aucun dispositif concret n'en est toutefois sorti. Il existe néanmoins une ligne rouge supplémentaire : le Mexique. Trump refuse qu'un groupe chinois y installe des capacités à bas coût dans le but d'expédier ensuite ses véhicules vers les États-Unis.

BYD et Geely face à un marché américain pratiquement verrouillé

Une déclaration politique ne suffit cependant pas à ouvrir les portes des concessions. Dans le cadre réglementaire actuel, l'arrivée d'un constructeur chinois demeure extrêmement compliquée. Aux barrières douanières s'ajou-

tent les restrictions visant les technologies des véhicules connectés associées à des pays considérés comme adversaires des États-Unis, notamment la Chine. Le sujet est particulièrement sensible parce que le monde de l'automobile contemporaine n'est plus seulement un assemblage mécanique. Caméras, GPS, calculateurs, communications, mises à jour à distance et logiciels embarqués transforment les voitures modernes en plateformes informatiques mobiles. Les inquiétudes américaines portent ainsi à la fois sur la politique industrielle, les données et la sécurité nationale. Des groupes comme BYD ou Geely progressent pourtant rapidement sur de nombreux marchés internationaux grâce à une gamme combinant voitures électriques, technologies embarquées et prix agressifs. Leur présence croissante au Canada et au Mexique nourrit d'autant plus les interrogations américaines sur leur possible arrivée future au sud de la frontière canadienne. En outre, l'Alliance for Automotive In-

novation, qui représente une large partie de l'industrie automobile opérant aux États-Unis, réclame au contraire un durcissement durable des restrictions concernant les véhicules connectés ainsi que les matériels et logiciels chinois. Autrement dit, un véhicule assemblé aux États-Unis pourrait rester politiquement problématique si son électronique, ses logiciels ou son contrôle capitalistique demeurent fortement liés à la Chine.

Detroit redoute une concurrence capable de bouleverser son industrie

En tout cas la déclaration de Trump divise déjà le monde politique et automobile américain. La sénatrice démocrate du Michigan Elissa Slotkin s'oppose à une ouverture aux voitures chinoises, estimant que les conséquences pourraient dépasser les seules ventes automobiles pour toucher les emplois et, plus largement, les capacités industrielles américaines.

Toyota confirme l'arrivée d'un Hilux FCEV à hydrogène

Au salon IAA Transportation 2026 à Hanovre, Toyota confirme la production dès 2028 du Hilux à pile à combustible (FCEV). Le pick-up à hydrogène affichera plus de 400 km d'autonomie WLTP et une capacité de remorquage atteignant 2 500 kg.

L'hydrogène arrive sur le Hilux

Toyota a confirmé à l'IAA Transportation de Hanovre que le Hilux FCEV suivra en 2028. FCEV signifie Fuel Cell Electric Vehicle : un véhicule électrique qui produit lui-même son électricité à bord grâce à une pile à combustible alimentée en hydrogène. Les premiers objectifs chiffrés sont connus, même s'ils ne sont pas encore définitifs. Toyota annonce une autonomie WLTP de plus de 400 km et une capacité maximale de remorquage de 2.500 kg. Les autres données techniques, comme la capacité des réservoirs,

la puissance, les performances de ravitaillement ou encore la date précise de commercialisation, n'ont pas encore été communiquées. En 2024, le Moniteur Automobile avait déjà eu l'occasion de prendre le volant d'un prototype de ce Hilux FCEV.

Aux côtés de l'hybride léger et du BEV

Cette version à hydrogène viendra compléter une gamme Hilux déjà électrifiée en Europe. La neuvième génération est proposée avec un diesel 2.8 Hybrid 48V à hybridation légère ainsi qu'en version Hilux BEV dotée d'une transmission intégrale 100 % électrique. Toyota présente d'ailleurs ce dernier comme son premier véhicule entièrement électrique reposant sur une architecture à châssis séparé. Le Hybrid 48V restera toutefois la motorisation de volume en Europe. Il développe 204 ch et 500 Nm, offre une charge utile de plus de



1.000 kg et peut tracter jusqu'à 3.500 kg. Le BEV utilise pour sa part un

eAxe à l'avant et à l'arrière, ainsi qu'une batterie refroidie par eau de 59,2 kWh. Son autonomie atteint

jusqu'à 257 km selon le cycle WLTP.

Toyota garde plusieurs options ouvertes

Le Hilux FCEV s'inscrit dans la stratégie « multipath » de Toyota pour les véhicules utilitaires. Plutôt que de miser sur une seule technologie, le constructeur japonais entend proposer une solution différente selon les usages : électrique à batterie, Hybrid 48V, diesel et bientôt hydrogène. Une stratégie qui semble porter ses fruits commercialement. En cinq ans, Toyota Professional a plus que doublé ses ventes européennes de véhicules utilitaires légers ainsi que sa part de marché. Pour 2026, Toyota vise plus de 165.000 véhicules utilitaires légers vendus en Europe et une part de marché supérieure à 7 %. D'ici 2030, l'objectif est fixé à 200.000 véhicules Toyota Professional écoulés et 8 % de part de marché.

Mots fléchés

On peut les avoir en main	Bouffon	Coiffures papales	Conséquence	Liquide à l'odeur de chloroforme	Le noble est la boxe	Jubilation	Appareils pour élever des fardeaux	Il pète plus haut qu'il n'a le cul	Châtiment
Conten-tement									
									Petits chapeaux bretons
Se tord			Religieux					Sorcier africain	
Vedettes en devenir								Généreux	
								Homo-sexuel inverti	
Très longue période			Surnom d'un demi de mêlée (Struxiano)		Hors d'ici			Béryllium	
Baie du Japon					Scrupuleuse			Fugitive	
			Liquider		Conduc-trices d'équidés				Entravée
Fleuve italien	Napperon				Pareil		Cinquième mois du calendrier juif		Drame au Japon
	Langue du sud				Croquis		Copains		
		Escar-pement monoclin				Prairie de hautes herbes			
		Voie ferrée							
Culs							Fils de Pylade		
Barbecue	Pas un Dictateur sanguinaire pendant la terreur					Ville de la tour penchée			Tige d'une plante
						Vulgaire			
			Nouveau congé			Monument funéraire			
						H2O			
Mot d'encoura-gement			L'Irlande en VO				Non être	Anis âcre	Moyen supplé-mentaire
Fleuve russe			Moment d'une journée						
		Coup de baguettes frappé sur un tambour		Auteur de J'irai cracher sur vos tombes				Moyen de transport	
		Empereur déchu		Note de musique					
Conjonction de coordi-nation			Attendue					Unique	
Débarrasse l'eau			Valeur refuge						
						Un journal anglais (The)	Instruments de combat		
Attifé				Pur				Division de la couronne	Affluent du Rhône
Vin blanc cassis				Dirigeant portugais					
			Isolé				Diminutif de Antonio		
			Retira				Épais		
Imbécile		Un sultanat				Partie d'un canon	Train de banlieue	Connu	
		Obtenue						Accumulation	
						Bloquer			
Coup de pieds						Métamorphose		Arme rudimentaire	
Petit socle pour les golfeurs									
			Affluent de la Dordogne				Roublarde		

PÉTROLE

Le Brent à plus de 108 dollars

Les cours du pétrole montent mardi, portés par la poursuite des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Durant la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 2,44%, à 108,26 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, gagnait 2,67%, à 104,10 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 16 septembre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

37 morts et 1851 blessés en une semaine

Trente-sept (37) personnes sont décédées et 1851 autres ont été blessées dans 1397 accidents de la route survenus durant la période allant du 6 au 12 septembre à travers le territoire national, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. "Durant la période s'étalant du 6 au 12 septembre courant, les unités de la Protection civile ont effectué 2502 interventions suite à des accidents de la route, ayant causé 37 décès et 1851 blessés", précise la même source. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tizi-Ouzou avec 10 morts et 59 blessés dans 36 accidents, ajoute le communiqué. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 2512 interventions pour l'extinction de 1698 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (191 incendies), Blida (83) et Annaba (81). Pour les opérations diverses, la Protection civile a effectué 5345 interventions, durant la même période pour le sauvetage de 306 personnes en situation de danger et l'exécution de 4352 opérations diverses d'assistance. Durant la même période et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 3918 interventions ayant permis de sauver 2749 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1050 autres et d'évacuer 108 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant toutefois le décès par noyade en mer de 12 personnes et d'une autre dans une réserve d'eau. Par ailleurs, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 148 incendies du couvert végétal dont 13 incendies de forêts, à travers plusieurs wilayas du territoire national.

APS

POMME DE TERRE

Prévision de production de plus de 877 000 quintaux à Aflou

Les données prévisionnelles de la wilaya d'Aflou tablent sur une production globale estimée à 877.100 quintaux de pomme de terre saisonnière, au titre de la saison agricole 2025-2026, à travers une surface cultivée de plus de 3.032 hectares (ha) répartis sur ses 12 communes, selon les données de la direction des services agricoles. La campagne de cueillette se poursuit à travers la wilaya jusqu'à fin novembre prochain, en application des instructions du wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, visant à accompagner les agriculteurs, assurer des conditions favorables pour la commercialisation de la production et veiller à l'approvisionnement du marché de cet aliment à forte consommation. Dans ce contexte, les services du commerce suivent de près l'opération de commercialisation de la pomme de terre (blanche et rouge), en mettant en place un circuit d'approvisionnement direct entre producteurs et grossistes afin de faciliter l'introduction de la récolte sur les marchés, outre le plafonnement des marges bénéficiaires et la coordination avec les services de sécurité, commissions de daïras et directions du commerce des wilayas environnantes afin de garantir une traçabilité de la production. Ainsi, le directeur du commerce de la wilaya de Laghouat, Mohamed Yousfi, a indiqué avoir mis les capacités de stockage et de froid au service des agriculteurs, notamment le complexe de froid "Frigomédit", d'une capacité de 10.000 m3, afin de contribuer à réguler le marché et stabiliser l'approvisionnement, sachant que la commune de Gueltat Sidi-Saad accapare la plus grande surface cultivée de l'ordre de 1.511 ha avec une production prévue estimée à 423.080 Qx, suivie de Hadj-Mecheri avec 447 ha et 125.160 Qx, Oued-Morra avec 303 ha et 84.840 Qx et, enfin, Sebgag avec 199.5 ha et 55.860 Qx.

INDUSTRIE LAITIÈRE

Giplait et Bellakt avancent vers un partenariat dans la production de lait infantile

Le Groupe laitier Giplait et la société biélorusse Bellakt ont signé un protocole d'accord portant sur l'échange d'informations confidentielles, une étape préparatoire à la création d'une société mixte dédiée à la production de lait infantile en Algérie. Ce partenariat, qui s'inscrit dans le cadre des discussions engagées entre les deux parties, vise à préparer le plan d'affaires du futur projet, conformément aux cadres juridique et réglementaire en vigueur. Le protocole a été signé sous la supervision de Mme Samah Lahlouh, présidente-directrice générale du Groupe laitier Giplait, et de M. Lupik Vitaly, directeur général de la société Bellakt. Cette étape doit permettre aux deux partenaires de disposer des informations nécessaires à l'élaboration du plan d'affaires et à la définition des modalités de mise en place de la future société mixte. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des membres du conseil d'admini-



nistration, du conseiller juridique de Giplait, du directeur général adjoint, du directeur de l'administration et des finances ainsi que de la directrice du marketing du groupe. La partie biélorusse était également représentée par Mme Fomenor Ekatrina, représentante du département ministériel de l'Agriculture de Biélorussie, et Mme Bultana Sviatlane, conseillère juridique de Bellakt. Le directeur régio-

nal de Quantum Dynamics, M. Dimitri Krishian, a également pris part à la cérémonie. Le partenariat envisagé s'inscrit dans une démarche visant à développer la production locale de lait infantile et à renforcer les capacités industrielles nationales dans cette filière, à travers la mise en commun de l'expertise et du savoir-faire des deux partenaires.

Synthèse R.E.

MONNAIES

Le dollar reste ferme avant la Fed

Le dollar progresse mardi, le marché étant convaincu que la Réserve fédérale (Fed) relèvera ses taux mercredi, au vu de la récente hausse de l'énergie, tandis que la livre souffre quelque peu d'un manque d'amélioration des chiffres de l'emploi britannique. Les investisseurs attribuent une probabilité de plus de 92% à une hausse d'un quart de point de pourcen-

tage des taux directeurs américains à l'issue de la réunion de la Fed de deux jours, d'après l'outil du Chicago Mercantile Exchange, FedWatch. Les analystes estiment que si la Fed laissait les taux inchangés, les rendements pourraient grimper encore davantage sur fond d'explosion des paris sur l'inflation, tandis que les marchés chuteraient. Face aux pressions infla-

tionnistes et aux craintes de durcissement monétaire de la Fed, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans, référence mondiale du marché obligataire, a atteint mardi son plus haut niveau depuis 2007, à plus de 5%. Vers 09H30 GMT, le billet vert gagnait 0,12% face à la monnaie unique européenne, à 1,1535 dollar pour un euro, 0,19% face à la livre britannique, et 0,43% face

au yen japonais. L'or, valeur refuge concurrente, perdait 0,76% à 4.266,96 dollars l'once. Pendant ce temps, au Royaume-Uni, le taux de chômage est resté stable comme prévu sur les trois mois achevés fin juillet, à 4,9%, mais le nombre d'emplois disponibles a diminué plus que prévu en août, selon l'Office national des statistiques (ONS) mardi.

APS

VÊTEMENTS COMPRESSIONS, FOURNITURES SCOLAIRES ET ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉNAGERS

LG Algérie apporte son soutien aux familles touchées par les incendies

Suite aux récents incendies ayant touché plusieurs régions du pays, LG Electronics Algérie, en partenariat avec l'Association Rawafid El Ataâ, apporte son soutien aux populations sinistrées à travers une opération de solidarité destinée à accompagner les personnes affectées, notamment les enfants. Dans le cadre de cette initiative, LG Algérie contribuera à répondre aux besoins spécifiques des enfants touchés par les brûlures à travers le don d'environ 20 vêtements médicaux compressifs. Ces vêtements, spécialement conçus pour les personnes ayant subi des brûlures, exercent une pression contrôlée sur les zones concernées afin d'accompagner le

processus de cicatrisation et de récupération de la peau. L'opération comprend également un soutien aux familles sinistrées à travers le don de 15 machines à laver et 15 micro-ondes, afin de contribuer à répondre à certains de leurs besoins du quotidien à la suite des incendies. Dans le même cadre, LG Algérie et l'Association Rawafid El Ataâ ont également prévu une action en faveur des enfants à l'occasion de la rentrée scolaire. Près de 450 cartables accompagnés de fournitures scolaires seront distribués à des enfants issus de familles dans le besoin, afin de leur permettre d'entamer leur nouvelle année scolaire dans de meilleures conditions.

Cette initiative vise également à alléger la charge liée aux dépenses de la rentrée pour les familles bénéficiaires et à permettre aux enfants de disposer des fournitures nécessaires pour débuter leur année scolaire. À travers cette initiative, LG Algérie confirme sa volonté de contribuer à des actions répondant aux besoins des populations touchées et de participer aux efforts de solidarité. Qu'il s'agisse d'accompagner les enfants affectés par les incendies, de soutenir les familles sinistrées ou d'aider les enfants à l'occasion de la rentrée scolaire, LG Algérie entend poursuivre ses actions en faveur de la société algérienne.

Communiqué.